



(Drapeau de la province de Québec, adopté par arrêté en conseil numéro 72, en date du 21 janvier 1948.)
(Flag of the Province of Quebec, adopted by Order in Council Number 72, bearing date January 21st, 1948.)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI 6 NOVEMBRE 1948

QUEBEC, SATURDAY, NOVEMBER 6th, 1948

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à : l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La Gazette Officielle de Québec est publiée le samedi matin de chaque semaine: mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Québec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The Quebec Official Gazette is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion : 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes : 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction : 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé : 30 cents chacun.

Feuilles volantes : \$1 la douzaine.

Abonnement : \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre : le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
21991 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion : 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions : 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
21991 — 1-52

Lettres patentes

Adanac Fisheries Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du huit octobre 1948, constituant en corporation: Jean-Baptiste Drolet, comptable, Victor Bleau, gérant, et Albertine Chouinard, sténographe, tous de la cité de Québec, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du poisson et du bois sous toutes ses formes, sous le nom de "Adanac Fisheries Limited", avec un capital de \$30,000 divisé en 300 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le huit octobre 1948.

L'Assistant procureur général suppléant,
C. E. CANTIN.

Letters Patent

Adanac Fisheries Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighth day of October, 1948, incorporating: Jean-Baptiste Drolet, accountant, Victor Bleau, manager, and Albertine Chouinard, stenographer, all of the city of Quebec, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in fish and carry on the lumber business, under all forms, under the name of "Adanac Fisheries Limited", with a capital stock of \$30,000 divided into 300 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of October, 1948.

C. E. CANTIN,
Assistant Deputy Attorney General.

All Import & Export Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize octobre 1948, constituant en corporation: Maurice Boisvert, avocat, C.R., Jules Devarennés, industriel, et Roger Perry, comptable, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, d'articles et de marchandises fabriqués, en tout ou en partie, en cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textile, verre et sous-produits, sous le nom de "All Import & Export Limited", avec un capital de \$19,000 divisé en 1900 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 16, rue d'Aiguillon, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le treize octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

**Asselin Automobiles Limitée
Asselin Automobiles Limited**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize octobre 1948, constituant en corporation: Reginald D. Tormey, Edward G. Tannage, avocats et Jeannette Desjardins, sténographe, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce comme manufacturiers et marchands de toutes sortes d'automobiles, véhicules-moteurs, machines, moteurs, machinerie, outils et toutes sortes d'accessoires, pièces, outillage ou appareils utilisés relativement à iceux, sous le nom de "Asselin Automobiles Limitée" — "Asselin Automobiles Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Belmont Packing Co. Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze octobre 1948, constituant en corporation: Nathan Levitsky, avocat, Lillian Drobner, secrétaire, fille majeure, et Mme Elizabeth Digby, secrétaire, veuve, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre le commerce de la mise en conserve de la viande et exploiter des abattoirs et des entrepôts frigorifiques;

Des fabriques de mise en conserves;

Manufacturer et faire le commerce d'aliments de toutes sortes; des sous-produits des abattoirs et des fabriques de mise en conserves, sous le nom de "Belmont Packing Co. Inc.", avec un ca-

All Import & Export Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of October, 1948, incorporating: Maurice Boisvert, advocate, C.R., Jules Devarennés, industrialist, and Roger Perry, accountant, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textile, glass and their by-products, under the name of "All Import & Export Limited", with a capital stock of \$19,000 divided into 1900 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 16 d'Aiguillon street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of October, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

**Asselin Automobiles Limitée
Asselin Automobiles Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of October, 1948, incorporating: Reginald D. Tormey, Edward G. Tannage, advocates, and Jeannette Desjardins, stenographer, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on trade and business as manufacturers, dealers of all kinds of automobiles, motor-vehicles, machines, motors, machinery, tools, and all kinds of accessories, parts, equipment or apparatus used in connection therewith, under the name of "Asselin Automobiles Limitée" — "Asselin Automobiles Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 4,000 shares of \$10 each.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty (20).

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of October, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Belmont Packing Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of October, 1948, incorporating: Nathan Levitsky, advocate, Lillian Drobner, secretary, fille majeure, and Mrs Elizabeth Digby, secretary, widow, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in the meat packing business and to operate abattoirs and cold storage plants;

Canning plants;

To manufacture and trade in foods of all kinds; in the by-products of packing and canning plants, under the name of "Belmont Packing Co. Inc." with a capital stock of \$100,000 divided into 750,

pital de \$100,000 divisé en 750 actions privilégiées de \$100 chacune et en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Betty Maxine Millinery Inc.

Avis, est par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du douze octobre 1948, constituant en corporation: Samuel Silverberg, William Graham Cowan, manufacturiers, Helen Klaiman, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Samuel Silverberg et dûment autorisée par lui, et Mary Helen Dooley, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de William Graham Cowan et dûment autorisée par lui, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer et entreprendre le commerce de marchands de modes, dessinateurs de chapeaux, manufacturiers de chapeaux et marchands de chapeaux pour dames et enfants, ainsi que des accessoires de modes, sous le nom de "Betty Maxine Millinery Inc.", avec un capital de \$30,000 divisé en 300 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Birch Veneer Logs Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze octobre 1948, constituant en corporation: Henri Masson-Loranger, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Paul Champagne, avocat, de la cité de Montréal, et Jacqueline Dugas, secrétaire, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de bois de charpente, propriétaires de scierie, moulin à bardeaux et moulin de pulpe, manufacturiers de bois de placage, marchands de billots, bûcherons et marchands de bois de construction dans aucune de toutes de leurs spécialités, sous le nom de "Birch Veneer Logs Inc." avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Blouin & Lefrançois Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été

preferred shares of \$100 each and 250 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Betty Maxine Millinery Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twelfth day of October, 1948, incorporating: Samuel Silverberg, William Graham Cowan, manufacturers, Helen Klaiman, housewife, wife contractually separate as to property of Samuel Silverberg, and duly authorized by him, and Mary Helen Dooley, housewife, wife contractually separate as to property of William Graham Cowan, and duly authorized by him, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on and engage in the business of milliners, hat designers, hat manufacturers and dealers in ladies' and children's hats as well as millinery supplies, under the name of "Betty Maxine Millinery Inc.", with a capital stock of \$30,000 divided into 300 shares of \$100 each.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty (20).

The head office of the company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twelfth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Birch Veneer Logs Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of October, 1948, incorporating: Henri Masson-Loranger, Advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Paul Champagne, advocate, of the City of Montreal, and Jacqueline Dugas, secretary, spinster, of the City of Outremont, all in the Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of timber merchants, saw-mill, shingle mill and pulp mill owners, plywood manufacturers, loggers, lumbermen and lumber merchants in any and all their branches, under the name of "Birch Veneer Logs Inc.", with a capital stock of \$10,000 divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fourteenth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Blouin & Lefrançois Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been

accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze octobre 1948, constituant en corporation: Aimé Lefrançois, commis, Maurice Blouin, électricien, et Dame Jeannette Richer Lefrançois, épouse contractuellement séparée de biens dudit Aimé Lefrançois, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous des cité et district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire l'entreprise en général des travaux d'électricité, et de plus, faire le commerce des accessoires électriques, sous le nom de "Blouin & Lefrançois Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Bomar Department Stores Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept octobre 1948, constituant en corporation: Issie Bodnoff, Philip Richard, et Louis Muzin, tous marchands, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général de marchands de marchandises sèches, de vêtements en général pour hommes, femmes et enfants;

Exercer un commerce général de toutes sortes d'articles, vêtements et marchandises qui peuvent être ordinairement vendus dans des magasins à rayons, sous le nom de "Bomar Department Stores Limited", avec un capital de \$75,000 divisé en 750 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 3745 ouest, rue Notre-Dame, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
C. E. CANTIN.

Bougie & Frères Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du douze octobre 1948, constituant en corporation: Alice Boire, José Drouin, sténographes, filles majeures, Claude Ducharme et Jean-Paul Ste-Marie, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir le commerce et l'entreprise jusqu'ici exercés dans la ville de Cartierville, et ailleurs par Bougie et Frères Enrg.;

Faire le commerce de toutes sortes d'automobiles, tracteurs, camions, wagons, motocyclettes, avions, bateaux, canots, chaloupes, moteurs et générateurs, ainsi que toutes parties, pièces, morceaux et outils s'y rapportant directement ou indirectement, sous le nom de "Bougie et Frères Limitée", avec un capital de \$15,000, divisé en 1,480 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune, et 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cartierville, district judiciaire de Montréal.

issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of October, 1948, incorporating: Aimé Lefrançois, clerk, Maurice Blouin, electrician, and Dame Jeannette Richer Lefrançois, wife separate as to property by marriage contract, of said Aimé Lefrançois, and duly authorized by him for the purposes hereof, all of the city and judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To enter into contract generally for electricity works, and, moreover, to deal in electrical accessories, under the name of "Blouin & Lefrançois Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 300 common shares of \$100 each, and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of October, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Bomar Department Stores Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October 1948, incorporating: Issie Bodnoff, Philip Richard and Louis Muzin, all merchants, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dealers generally in dry goods, men's, women's and children's clothing in general;

To carry on a general mercantile business in all kinds of goods, clothing, merchandise which is usually sold in departmental stores, under the name of "Bomar Department Stores Limited", with a capital stock of \$75,000 divided into 750 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 3745, Notre-Dame Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1948.

C. E. CANTIN,
Assistant Deputy Attorney General.

Bougie & Frères Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twelfth day of October, 1948, incorporating: Alice Boire, José Drouin, stenographers, spinsters, Claude Ducharme and Jean Paul Ste-Marie, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire the business and undertaking up to now carried on in the Town of Cartierville, and elsewhere by Bougie et Frères Enrg.;

To deal in all types of automobiles, tractors, trucks, wagons, motorcycles, planes, boats, canoes, skiffs, motors and generators, and also in all parts, spare parts, pieces and tools connected directly or indirectly therewith, under the name of "Bougie et Frères Limitée", with a capital stock of \$15,000, divided into 1,480 preferred shares of a par value of \$10 each, and 200 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Cartierville, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général le douze octobre 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
C. E. CANTIN.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of October, 1948.

C. E. CANTIN,
Assistant Deputy Attorney General.

Brosseau & Marchand Ltée
Brosseau & Marchand Ltd.

Brosseau & Marchand Ltée
Brosseau & Marchand Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du huit octobre 1948, constituant en corporation: Paul Brosseau, comptable, François Marchand, garagiste, et Jean-Paul Léonard, notaire, tous trois domiciliés en la ville de Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la réparation générale de véhicules moteurs, moyen de transport de toutes sortes, et de toutes les pièces qui servent à leur construction, ainsi que des accessoires et fournitures, sous le nom de "Brosseau & Marchand Ltée" — "Brosseau & Marchand Ltd.", avec un capital de \$60,000, divisé en 600 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général le huit octobre 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
C. E. CANTIN.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of October, 1948, incorporating: Paul Brosseau, accountant, François Marchand, garage-keeper, and Jean-Paul Léonard, notary, all three domiciled in the town of Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To carry on the business and the general repairing of motor vehicles, and conveyances of every kind, and all the parts used in the construction thereof, and also all accessories and supplies, under the name of "Brosseau & Marchand Ltée" — "Brosseau & Marchand Ltd.", with a capital stock of \$60,000, divided into 600 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of October, 1948.

C. E. CANTIN,
Assistant Deputy Attorney General.

Bruno Chandonnet, Ltée

Bruno Chandonnet, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du huit octobre 1948, constituant en corporation: Emile Laquerre, industriel, de Saint-Edouard, Bruno Chandonnet, industriel, Saint-Jacques-de-Parisville, et Henri Bernatchez, avocat, de la cité de Québec, tous du district de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce ou l'industrie de manufacturier de meubles et d'objets quelconques en bois; de marchand de bois, sous le nom de "Bruno Chandonnet, Ltée", avec un capital de \$100,000, divisé en 5,000 actions de \$10 chacune, et 1,000 actions de \$5.0 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jacques-de-Parisville, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le huit octobre 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
C. E. CANTIN.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighth day of October, 1948, incorporating: Emile Laquerre, industrialist, of Saint-Edouard, Bruno Chandonnet, industrialist, of St-Jacques-de-Parisville, and Henri Bernatchez, advocate, of the city of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business or industry of manufacturers of wooden furniture and objects of all kinds; lumber merchants, under the name of "Bruno Chandonnet, Ltée", with a capital stock of \$100,000 divided into 5,000 shares of \$10 each, and 1,000 shares of \$5.0 each.

The head office of the company will be at Saint-Jacques-de-Parisville, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of October, 1948.

C. E. CANTIN,
Assistant Deputy Attorney General.

Business Realty and Investment Corporation

Business Realty and Investment Corporation

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du douze octobre 1948, constituant en corporation: Hylda Sherman, Lillian Lazare, secrétaires, filles majeures, de la cité d'Outremont, et Samuel Stein, avocat, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et faire le commerce de toutes propriétés immobilières, commerces ou entreprises,

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twelfth day of October, 1948, incorporating: Hylda Sherman, Lillian Lazare, secretaries, spinsters, of the city of Outremont, and Samuel Stein, advocate, of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire and to deal in any immoveable property, business or undertaking, under the name

sous le nom de "Business Realty and Investment Corporation", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre de ses actionnaires sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze octobre 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
C. E. CANTIN.

Chicoutimi & Roberval Oil Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze octobre 1948, constituant en incorporation: Laurent Martel, voyageur, Lucienne Morin et Françoise Harvey, sténographes, filles majeures, tous de la cité de Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

D'exercer le commerce de producteur, de commerçant, de raffineries, de pétrole, produits et sous-produits du pétrole;

D'exercer le commerce de station de gazoline, de station de service, garage et tout commerce connexe;

De faire la vente de pièces d'automobiles, accessoires électriques et autres produits de même nature;

D'exercer le commerce d'entrepreneur pour construction d'immeubles, sous le nom de "Chicoutimi & Roberval Oil Limited", avec un capital de \$60,000, divisé en 600 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur Général, le quinze octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Columbia Dance Frocks, Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du douze octobre 1948, constituant en incorporation: George Irwin Harris, avocat, de la cité d'Outremont, Saul Richstone, commis, Jack Derry, commis et Pauline Sommer, secrétaire, fille majeure, les trois derniers de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers et marchands d'habits et vêtements de toutes sortes devant être portés par des dames et des fillettes, sous le nom de "Columbia Dance Frocks, Inc.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Compagnie Caron Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

of "Business Realty and Investment Corporation", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 preferred shares of a par value of \$100 each, and 200 common shares of a par value of \$100 each.

That the number of its shareholders shall be limited to twenty (20).

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of October, 1948.

C. E. CANTIN,
Assistant Deputy Attorney General.

Chicoutimi & Roberval Oil Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1948, incorporating: Laurent Martel, traveller, Lucienne Morin and Françoise Harvey, stenographers, spinsters, all of the city of Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on the business of producer of and dealer in petroleum, petroleum products and by-products, and operate refineries;

To carry on the business of a gasoline station, service station, garage and any allied business.

To deal in automobile parts, electrical accessories and other products of the same kind;

To carry on business as contractor for the construction of immovables, under the name of "Chicoutimi & Roberval Oil Limited", with a capital stock of \$60,000, divided into 600 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Columbia Dance Frocks, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twelfth day of October, 1948, incorporating: George Irwin Harris, advocate, of the City of Outremont, Saul Richstone, clerk, Jack Derry, clerk, and Pauline Sommer, secretary, spinster, the three latter of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers and dealers of clothing and wearing apparel of all kinds to be worn by female, children and adults, under the name of "Columbia Dance Frocks, Inc.", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Compagnie Caron Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du sept octobre 1948, constituant en corporation: Eudore Caron, industriel, Gilbert Caron, agent-vendeur, Françoise Caron, sténographe, fille majeure, tous de la cité de Québec, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturier, marchand de produits alimentaires et pharmaceutiques de toutes sortes, sous le nom de "Compagnie Caron Inc.", avec un capital de \$60,000, divisé en 600 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le sept octobre 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
C. E. CANTIN.

D & S Woodworks Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept octobre 1948, constituant en corporation: Paul Bouret, Marcel Barrette, entrepreneurs, et Annette Desharnais, sténographe, tous de la cité de Québec, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le travail du bois en général, sous le nom de "D & S Woodworks Inc.", avec un capital de \$80,000, divisé en 500 actions privilégiées de \$100 chacune, et 300 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Romuald, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le sept octobre 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
C. E. CANTIN.

Gem Leather Goods Co. Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf octobre 1948, constituant en corporation: Abraham Kastner, comptable, Nathaniel William Jacobs, avocat et conseil en loi du Roi, et Dorothy Oliver, sténographe, veuve de William James Oliver, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands et manufacturiers de toutes catégories d'articles, produits et nouveautés de toutes sortes en cuir, sous le nom de "Gem Leather Goods Co. Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Industrial Paints Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-

gouverneur de la Province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the seventh day of October, 1948, incorporating: Eudore Caron, manufacturer, Gilbert Caron, sales agent, Françoise Caron, stenographer, spinster, all of the city of Quebec, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as manufacturer of, dealer in foodstuffs and pharmaceutical products of every kind, under the name of "Compagnie Caron Inc.", with a capital stock of \$60,000, divided into 600 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1948.

C. E. CANTIN,
Assistant Deputy Attorney General.

D & S Woodworks Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1948, incorporating: Paul Bouret, Marcel Barrette, contractors, and Annette Desharnais, stenographer, all of the city of Quebec, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To undertake woodwork in general, under the name of "D & S Woodworks Inc.", with a capital stock of \$80,000, divided into 500 preferred shares of \$100 each, and 300 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Romuald, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1948.

C. E. CANTIN,
Assistant Deputy Attorney General.

Gem Leather Goods Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of October, 1948, incorporating: Abraham Kastner, accountant, Nathaniel William Jacobs, advocate and King's Counsel, and Dorothy Oliver, stenographer, widow of William James Oliver, all of the City and Judicial District of Montreal for the following purposes:

Carrying on the business as dealer, manufacturer in all branches of leather goods and products and novelties of all kinds, under the name of "Gem Leather Goods Co. Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 1,500 common shares of \$10 each, and 2,500 preferred shares of par value of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this ninth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Industrial Paints Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit octobre 1948, constituant en corporation: Walter Schaffner, chimiste, de la cité de Westmount, Raoul Villeneuve, marchand, Claire Villeneuve, fille majeure, et Marcel Latendresse, inspecteur, les trois derniers de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de peintures, vernis et émaux, sous le nom de "Industrial Paints Limited", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit octobre 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
C. E. CANTIN.

J. & J. Dress Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze octobre 1948, constituant en corporation: John J. Wasserman, avocat, Pearl Auerback et Tessy Frankel, sténographes, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, faire le commerce de vêtements de toute description quelconque pour dames, enfants et demoiselles, de produits de toute description en métal et en plastique, de vêtements pour hommes et garçons, sous le nom de "J. & J. Dress Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

La Compagnie de Navigation du Nord

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze octobre 1948, constituant en corporation: William Morin, C.R., André Verge, avocats, et Fleurette Dussault, secrétaire, tous de la cité de Québec, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Acquérir, produire, acheter, vendre, équiper des vaisseaux pour le transport des passagers, personnes, marchandises, animaux;

Manufacturer et raffiner les huiles de toutes catégories, l'essence de pétrole, la gasoline et tous les pétroles et leurs dérivés et sous-produits, sous le nom de "La Compagnie de Navigation du Nord", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Malbaie, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général le douze octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Province of Quebec, bearing date the eighth day of October, 1948, incorporating: Walter Schaffner, chemist, of the City of Westmount, Raoul Villeneuve, merchant, Claire Villeneuve, spinster, and Marcel Latendresse, inspector, the three latter, of the City of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all sorts of paints, varnishes and enamels, under the name of "Industrial Paints Limited", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighth day of October, 1948.

C. E. CANTIN,
Assistant Deputy Attorney General.

J. & J. Dress Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of October, 1948, incorporating: John J. Wasserman, advocate, Pearl Auerback and Tessy Frankel, stenographers, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, deal in ladies', children's and misses' wearing apparel of any description whatsoever, metal and plastic products of every description, men's and boys' wearing apparel, under the name of "J. & J. Dress Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of the par value of \$100 each, and 200 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twelfth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

La Compagnie de Navigation du Nord

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of October, 1948, incorporating: William Morin, K.C., André Verge, advocates, and Fleurette Dussault, secretary, all of the city of Quebec, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To acquire, produce, buy, sell and equip ships for the transportation of passengers, persons, merchandise and animals;

To manufacture and refine oil of all types, petrol, gasoline, and all petroleum products, and their derivatives and by-products, under the name of "La Compagnie de Navigation du Nord", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at La Malbaie, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Les Glacières Ste-Rose Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes, en date du huit octobre 1948, constituant en corporation: Joseph Ouimet, J.-Armand Archambault, industriels, et Fernand Ouimet, comptable, tous de Sainte-Rose, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir le commerce et l'entreprise ci-devant exercés en la ville de Sainte-Rose, comté de Laval, et ailleurs de Joseph Ouimet et Irénée Bastien, fils, commerçants de glace de la dite ville de Sainte-Rose et y exerçant le commerce en société sous la raison sociale de "Les Glacières de Sainte-Rose";

Exercer le commerce de marchand de glace, sous le nom de "Les Glacières Ste-Rose Ltée", avec un capital de \$130,000, divisé en 260 actions de \$500 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Rose, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le huit octobre 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
C. E. CANTIN.

Les Glacières Ste-Rose Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighth day of October, 1948, incorporating: Joseph Ouimet, J. Armand Archambault, industrialists, and Fernand Ouimet, accountant, all of Sainte-Rose, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire the business and undertaking heretofore carried on in the town of Sainte-Rose, county of Laval, and elsewhere by Joseph Ouimet and Irénée Bastien, Jr., ice dealers of the said town of Sainte-Rose and there carrying on business in partnership under the firm name of "Les Glacières de Sainte-Rose";

To carry on business as ice merchant, under the name of "Les Glacières Ste-Rose Ltée", with a capital stock of \$130,000, divided into 260 shares of \$500 each.

The head office of the company will be at Sainte-Rose, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of October, 1948.

C. E. CANTIN,
Assistant Deputy Attorney General.

**Les Immeubles Trans-Canada Ltée
Trans-Canada Realities Ltd**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes, en date du sept octobre 1948, constituant en corporation: L. Maurice Jarry, comptable, Léona Girard, sténographe, fille majeure, et Juliette Trempe, sténographe, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie de contrôle, sous le nom de "Les Immeubles Trans-Canada Ltée"—"Trans-Canada Realities Ltd.",

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 500 actions sans valeur au pair ou nominale et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$2,500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le sept octobre 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
C. E. CANTIN.

**Les Immeubles Trans-Canada Ltée
Trans-Canada Realities Ltd**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the seventh day of October, 1948, incorporating: L. Maurice Jarry, accountant, Léona Girard, stenographer, spinster, and Juliette Trempe, stenographer, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding company, under the name of "Les Immeubles Trans-Canada Ltée"—"Trans-Canada Realities Ltd."

The capital stock of the company will be divided into 500 shares without par or nominal value and the amount with which the company will begin its operations shall be \$2,500.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1948.

C. E. CANTIN,
Assistant Deputy Attorney General.

**Les Industries de Ciment, Ltée
Cement Industries, Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du huit octobre 1948, constituant en corporation: Emile Laquerre, industriel; de Saint-Edouard, Henri Bernatchez, avocat, et Eugénie Gagnon, sténographe, tous deux de la cité de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce ou l'industrie de manufacturier de produits à base de ciment; d'entrepreneurs généraux en tous genres de construction, sous le nom de "Les Industries de Ciment, Ltée"—"Cement Industries, Ltd.", avec un

**Les Industries de Ciment, Ltée
Cement Industries, Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of October, 1948, incorporating: Emile Laquerre, industrialist, of Saint-Edouard, Henri Bernatchez, advocate, and Eugénie Gagnon, stenographer, both of the city of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade or business of manufacturer of products of a cement base; act as general contractors for all types of construction work, under the name of "Les Industries de Ciment, Ltée"—"Cement Industries, Ltd."

capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Edouard, comté de Lotbinière, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le huit octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Longueuil Home Building Co. Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre octobre 1948, constituant en corporation: Stanley Dickenson, urbaniste, du village de Mackayville, John Bragger, mécanicien, James Leishman Ballantine, compositeur, tous deux de la cité de Montréal, Gordon Robert Montgomery, inspecteur d'avions, de la cité de Longueuil et Clifford Bernard Stevenson, de la ville de Greenfield Park, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir des terrains ou tout intérêt en eux, avec ensemble toutes bâtisses ou constructions qui peuvent se trouver sur lesdits terrains ou aucun d'eux, et disposer de la totalité ou d'aucune partie des terrains et d'aucune ou de toutes bâtisses ou constructions qui sont présentement ou qui peuvent être subséquemment érigées sur iceux;

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux pour la construction et l'aménagement de toutes sortes de bâtisses et de travaux s'y rapportant, sous le nom de "Longueuil Home Building Co. Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 800 actions d'une valeur au pair de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre octobre 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
C. E. CANTIN.

Mascouche Sand & Construction Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du douze octobre 1948, constituant en corporation: Léon Faribault, avocat, Rita Angers, sténographe, fille majeure, tous deux des cité et district judiciaire de Montréal, et Madeleine Lafortune, sténographe, fille majeure, de Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Faire le commerce de propriétaires de carrières, de fabricants et de marchands de pierres, de ciment, de brique, de gravier, de sable, de granit et de tous matériaux de construction;

Agir comme constructeurs pour la construction de travaux publics ou privés, sous le nom de "Mascouche Sand & Construction Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal-Est, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le douze octobre 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
C. E. CANTIN.

with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Edouard, county of Lotbinière, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Longueuil Home Building Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of October, 1948, incorporating: Stanley Dickenson, planner, of the Village of Mackayville, John Bragger, mechanic, James Leishman Ballantine, compositor, both of the City of Montreal, Gordon Robert Montgomery, aircraft inspector, of the City of Longueuil, and Clifford Bernard Stevenson, of the Town of Greenfield Park, all of the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To acquire lands, or any interest therein, together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them, and to dispose of the whole or any portion of lands and all or any buildings or structures that are now or may hereafter be erected thereon;

To carry on the business of general contractors for the construction and equipment of all kinds of buildings and works incidental thereto, under the name of "Longueuil Home Building Co. Ltd.", with a capital stock of \$20,000 divided into 800 shares of the par value of \$25 each.

The head office of the Company will be at Longueuil, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fourth day of October, 1948.

C. E. CANTIN,
Assistant Deputy Attorney General.

Mascouche Sand & Construction Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twelfth day of October, 1948, incorporating: Léon Faribault, advocate, Rita Angers, stenographer, spinster, both of the city and judicial district of Montreal, and Madeleine Lafortune, stenographer, spinster, of Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To carry on the business of quarry owners, manufacturers of and dealers in stone, cement, brick, gravel, sand, granite and all building materials;

To act as builders for the construction of public or private works, under the name of "Mascouche Sand & Construction Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal-East, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of October, 1948.

C. E. CANTIN,
Assistant Deputy Attorney General.

Mills Tire Service Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du huit octobre 1948, constituant en corporation: Hamilton Larratt Smith, Richard Dale Weldon et Edmond-Jacques Courtois, tous avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à acheter, vendre et négocier de la machinerie, aménagement et appareils de toutes sortes pour usage domestique ou ménager; d'automobiles et de véhicules-moteurs de toutes sortes, pneus d'automobiles et tous autres accessoires et pièces d'automobiles, sous le nom de "Mills Tire Service Limited".

Le capital autorisé de la compagnie sera divisé en 200 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair; et le montant du capital avec lequel la compagnie exercera son commerce ne sera pas moins de \$1,000.

Le nombre de ses actionnaires ou membres n'excèdera pas vingt;

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Murray Frank (Canada) Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit octobre 1948, constituant en corporation: Lovell Caverhill Carroll, conseil en loi du Roi, Jean-Paul Cardinal, avocat, tous deux de la cité de Montréal, et Madeleine Pépin, sténographe, de Rosemont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de matières premières, produits chimiques, alliages ferrugineux, produits textiles, matériaux et articles manufacturés et semi-manufacturés, sous le nom de "Murray Frank (Canada) Ltd.", avec un capital de \$10,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**Services D'Autobus Inter-Cité Inc.
Inter-City Bus Lines Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du treize octobre 1948, constituant en corporation: Lucien Roux, avocat, Conseil en Loi du Roi, Jean-Paul Verschelden, avocat, et Lorraine Côté, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Mills Tire Service Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighth day of October, 1948, incorporating: Hamilton Larratt Smith, Richard Dale Weldon and Edmond-Jacques Courtois, all advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of buying selling and dealing in machinery, equipment and appliances of all kinds for domestic or household use; in automobiles and self-propelled vehicles of all kinds, automobile tires and all other automobile parts and accessories, under the name of "Mills Tire Service Limited".

The authorized capital stock of the company is to be divided into 200 common shares without nominal or par value; and the amount of capital with which the company will carry on business will be not less than \$1,000.

The number of its shareholders or members shall not exceed twenty;

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Murray Frank (Canada) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October, 1948, incorporating: Lovell Caverhill Carroll, King's Counsel, Jean-Paul Cardinal, advocate, both of the City of Montreal, and Madeleine Pépin, stenographer, of Rosemont, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in raw materials, chemicals, ferro alloys, textiles, manufactured and semi-manufactured materials and articles, under the name of "Murray Frank (Canada) Ltd.", with a capital stock of \$10,000 divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Services D'Autobus Inter-Cité Inc.
Inter-City Bus Lines Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the thirteenth day of October, 1948, incorporating: Lucien Roux, advocate, King's Counsel, Jean-Paul Verschelden, advocate, and Lorraine Côté, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Faire l'exploitation d'autobus, véhicules-moteurs ou autres moyens de transport publics ou privés ;

Faire le commerce de véhicules-moteurs et accessoires, sous le nom de "Services d'Autobus Inter-Cité Inc." — "Inter-City Bus Lines Inc.", avec un capital de \$250,000, divisé en 10,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$20 chacune et en 50,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général le treize octobre 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
C. E. CANTIN.

To operate autobuses, motor-vehicles or other public or private means of transportation:

To deal in motor vehicles and accessories, under the name of "Services d'Autobus Inter-Cité Inc" — "Inter-City Bus Lines Inc.", with a capital stock of \$250,000, divided into 10,000 preferred shares of a par value of \$20 each and 50,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of October, 1948.

C. E. CANTIN,
Assistant Deputy Attorney General.

Sunny Brook Farm Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze octobre 1948, constituant en corporation: André Ducharme, avocat, d'Outremont, Thomas Ducharme, Fils, notaire, et J. Marcel Beauregard, publiciste, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, établir, louer et exercer, en général, le commerce qui consiste à exploiter une ferme et, en particulier, faire l'élevage de la volaille, sous le nom de "Sunny Brook Farm Ltd.", avec un capital de \$60,000 divisé en 600 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Adèle, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Sunny Brook Farm Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of October, 1948, incorporating: André Ducharme, attorney, of Outremont, Thomas Ducharme, Jr. notary, and J.-Marcel Beauregard, publicist, both of the City of Montreal, all in the Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire, establish, lease and carry on the farming business generally and particularly the breeding of fowls, under the name of "Sunny Brook Farm Ltd.", with a capital stock of \$60,000 divided into 600 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Sainte-Adèle, Judicial District of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General this fourteenth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Ventilation Specialties Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quatre octobre 1948, constituant en corporation: Gordon M. Webster, avocat, Lorna Watt, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Westmount, et Robert L. Jamieson, avocat, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils d'air climatisé, de métal, en feuilles ou autres produits en métal; de toutes sortes de machinerie, de dispositifs mécaniques, hydrauliques, chimiques et du génie, sous le nom de "Ventilation Specialties Limited", avec un capital de \$25,000 divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

23389

Ventilation Specialties Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourth day of October, 1948, incorporating: Gordon M. Webster, advocate, Lorna Watt, secretary, spinster, both of the City of Westmount, and Robert L. Jamieson, advocate, of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal in air-conditioning equipment, sheet or other metal products; and all kinds of machinery, mechanical, hydraulic, chemical and engineering devices, under the name of "Ventilation Specialties Limited", with a capital stock of \$25,000 divided into 5,000 common shares having a par value of \$5 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fourth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

23389-o

Lettres patentes supplémentaires

Consolidated Astoria Mines Limited
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-huit septembre 1948, à la compagnie "Astoria Quebec Mines Ltd." (Libre de responsabilité personnelle), une compagnie constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec par lettres patentes en date du 20 janvier 1938, confirmant son règlement N° 16: a) diminuant son capital de \$5,000,000 à \$1,000,000 par l'annulation de 4,000,000 d'actions d'une valeur au pair de \$1 chacune; b) augmentant ledit capital de la somme de \$1,000,000 à la somme de \$4,000,000 par la création de 3,000,000 d'actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$1 chacune; c) changeant le nom corporatif de la compagnie en celui de "Consolidated Astoria Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle).

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit septembre 1948.

L'Assi-tant-procureur gé-né-al,
L. DÉSILETS.

Dépôt Dentaire Limitée
(Dental Depot Limited)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-trois septembre 1948, à la compagnie "Dépôt Dentaire de Montréal Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 1er avril 1938, confirmant son règlement N° 25: a) changeant son nom en celui de "Dépôt Dentaire Limitée" (Dental Depot Limited); b) augmentant son capital-actions autorisé de \$99,000 à \$150,000 par la création de 1020 actions privilégiées additionnelles d'une valeur au pair de \$50 chacune, sujettes aux droits, restrictions et privilèges mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois septembre 1948.

L'Assi-tant-procureur gé-né-al,
L. DÉSILETS.

Ecole Technique de Rimouski, Inc.
(Rimouski Technical School Inc.)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, Statuts refondus de Québec, 1941, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt septembre 1948, changeant le nom de "L'Ecole d'Arts et Métiers de Rimouski, Inc.", corporation constituée par lettres patentes émises en vertu des dispositions de la troisième partie de ladite loi le sept février 1936, en celui de "Ecole Technique de Rimouski, Inc." (Rimouski Technical School Inc.).

Daté du bureau du Procureur général le vingt septembre 1948.

L'Assi-tant-procureur gé-né-al,
L. DÉSILETS.

Supplementary Letters Patent

Consolidated Astoria Mines Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-eighth day of September, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to "Astoria Quebec Mines Ltd.", (No personal Liability), a company incorporated under the Quebec Mining Companies Act by letters patent dated January 20th, 1938, confirming its by-law No. 16: a) reducing its capital from \$5,000,000 to \$1,000,000 by the cancellation of 4,000,000 shares of the par value of \$1 each; b) increasing the said capital from the sum of \$1,000,000 to the sum of \$4,000,000 by the creation of 3,000,000 additional common shares of the par value of \$1 each; c) changing the corporate name of the company to that of "Consolidated Astoria Mines Limited" (No Personal Liability).

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-eighth day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Dépôt Dentaire Limitée
(Dental Depot Limited)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-third day of September, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Dépôt Dentaire de Montréal Limitée", incorporated by letters patent bearing date the first day of April, 1938, confirming its by-law No. 25: a) changing its name into that of "Dépôt Dentaire Limitée" (Dental Depot Limited); b) increasing its authorized capital stock from \$99,000 to \$150,000 by the creation of 1020 additional preferred shares of a par value of \$50 each, subject to the rights, restrictions and privileges mentioned in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Ecole Technique de Rimouski, Inc.
(Rimouski Technical School Inc.)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the twentieth day of September, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, changing the name of "L'Ecole d'Arts et Métiers de Rimouski, Inc.", a corporation incorporated by letters patent issued under the provisions of Part III of the said Act, on the seventh day of February, 1936, into that of "Ecole Technique de Rimouski, Inc." (Rimouski Technical School Inc.).

Dated at the office of the Attorney General this twentieth day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Harrogate Textiles Corp.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-sept septembre 1948, changeant le nom corporatif de la compagnie "Charles Textiles Inc.", une compagnie incorporée par lettres patentes en date du 28 mai 1948, en celui de "Harrogate Textiles Corp."

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Harrogate Textiles Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the seventeenth day of September, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec changing the corporate name of "Charles Textiles Inc.", a company incorporated by letters patent dated May 28th, 1948, into that of "Harrogate Textiles Corp."

Dated at the office of the Attorney General the seventeenth day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

International Worsted Mills Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du douze octobre 1948, changeant le nom corporatif de la compagnie "Lawrentex Limited", une compagnie incorporée par lettres patentes en date du 17 juin 1947, en celui de "International Worsted Mills Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le douze octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

International Worsted Mills Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the twelfth day of October, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the corporate name of "Lawrentex Limited", a company incorporated by letters patent dated June 17th, 1947, into that of "International Worsted Mills Limited".

Dated at the office of the Attorney General the twelfth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

J. Arthur Leblanc & Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, Statuts refondus de Québec, 1941, des lettres patentes supplémentaires, en date du huit octobre 1948, changeant le nom de la compagnie "J. A. Leblanc Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 16 juin 1948, en celui de "J. Arthur Leblanc & Fils Limitée".

Daté du bureau du Procureur général le huit octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

J. Arthur Leblanc & Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the eighth day of October, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, changing the name of the company "J. A. Leblanc Inc." incorporated by letters patent under date of June 16, 1948, to that of "J. Arthur Leblanc & Fils Limitée".

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

La Compagnie de Téléphone de Charlevoix & Saguenay

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt et un septembre 1948, à "La Compagnie de Téléphone de Charlevoix & Saguenay", confirmant son règlement N° II augmentant son capital-actions de \$300,000 à \$600,000 par la création de 15,000 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$20 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

La Compagnie de Téléphone de Charlevoix & Saguenay

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-first day of September, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to "La Compagnie de Téléphone de Charlevoix & Saguenay" confirming its By-Law No. II increasing its capital stock from \$300,000 to \$600,000 by the creation of 15,000 additional common shares of the par value of \$20 each.

Dated at the office of the Attorney General the twenty-first day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

La Compagnie de Téléphone de Kamouraska

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-

La Compagnie de Téléphone de Kamouraska

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-eighth

Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-huit août 1948, à "La Compagnie de Téléphone de Kamouraska", confirmant son règlement N° 11, augmentant son capital-actions de \$250,000 à \$750,000 par la création de 10,000 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit août 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**La Compagnie du Téléphone
Saguenay-Québec**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-huit octobre 1948, à "La Compagnie du Téléphone Saguenay-Québec" étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général le dix-huit octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Marilene Garment Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du huit octobre 1948, changeant le nom corporatif de la compagnie "Inbro Incorporated", une compagnie incorporée par lettres patentes en date du 11 septembre 1946, en celui de "Marilene Garment Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le huit octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**Société d'Orientation et de Réhabilitation
Sociale**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du cinq octobre 1948, changeant le nom de la corporation "L'Aide aux Prisonniers", constituée comme telle par lettres patentes émises en vertu des dispositions de la troisième partie de ladite loi le 12 novembre 1945, en celui de "Société d'Orientation et de Réhabilitation Sociale".

Daté du bureau du Procureur général le cinq octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

The Law-Ber-Ted Corporation

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du quatre octobre 1948, changeant le nom corporatif de la compagnie "The Land Realty & Investment Corporation", une compagnie constituée en corporation par lettres patentes en date du 26 avril 1928, en celui de "The Law-Ber-Ted Corporation".

Daté du bureau du Procureur général, le quatre octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

day of August, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to "La Compagnie de Téléphone de Kamouraska" confirming its By-Law No. 11 increasing its capital stock from \$250,000 to \$750,000 by the creation of 10,000 additional common shares of the par value of \$50 each.

Dated at the office of the Attorney General the twenty-eighth day of August, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**La Compagnie du Téléphone
Saguenay-Québec**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the eighteenth day of October, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "La Compagnie du Téléphone Saguenay-Québec" extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Marilene Garment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the eighth day of October, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the corporate name of "Inbro Incorporated", a company incorporated by letters patent dated September 11th, 1946, into that of "Marilene Garment Inc."

Dated at the office of the Attorney General the eighth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Société d'Orientation et de Réhabilitation
Sociale**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the fifth day of October 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the corporation "L'Aide aux Prisonniers", incorporated as such by letters patent, under the provisions of Part III of the said Act, under date of November 12, 1945, to that of "Société d'Orientation et de Réhabilitation Sociale".

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

The Law-Ber-Ted Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the fourth day of October, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the corporate name of "The Land Realty & Investment Corporation", a company incorporated by letters patent dated April 26th 1928, into that of "The Law-Ber-Ted Corporation".

Dated at the office of the Attorney General the fourth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

W. Théberge Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du huit octobre 1948, à la compagnie "Théberge & Morin, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 31 décembre 1947, confirmant son règlement N° 28: a) réduisant son capital-actions autorisé de \$99,000 à \$25,000 par l'annulation de 740 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune; b) changeant le nom de la compagnie en celui de "W. Théberge Inc."

Daté du bureau du Procureur général le huit octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
23390-o L. DÉSILETS.

W. Théberge Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the eighth day of October, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Théberge & Morin, Limited", incorporated by letters patent bearing date the 31st December 1947, confirming its by-law No. 28: a) reducing its authorized capital stock from \$99,000 to \$25,000 by the cancellation of 740 common shares of a par value of \$100 each; b) changing the name of the company to that of "W. Théberge Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
23390 Deputy Attorney General.

Actions en séparation de biens

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, (non sommaire), N° 266347. Isola Trudeau, demanderesse, vs Adéland Germain, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause.

Montréal, le 30 octobre, 1948.

Les Procureurs de la demanderesse,
LÉTOURNEAU, TANSEY, MONK,
23408-o DE GRANDPRÉ, LIPPÉ, & TREMBLAY.

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, (non summary), No. 266347. Isola Trudeau, plaintiff; vs Adéland Germain, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause.

Montreal, October 30, 1948.

LÉTOURNEAU, TANSEY, MONK,
23408 DE GRANDPRÉ, LIPPÉ & TREMBLAY,
Attorneys for plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour Supérieure, N° 55-622. Yvette Montreuil, demanderesse, vs Michel Delisle, défendeur.

Dame Yvette Montreuil, domiciliée à Cap Rouge, comté de Québec, épouse de Michel Delisle, camionneur, domicilié au même endroit, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Québec, le 3 novembre 1948.

LES avocats de la demanderesse.
23421-o LETARTE, FERLAND & BISSON,

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, Superior Court, No. 55-622. Yvette Montreuil, plaintiff; vs Michel Delisle, defendant.

Dame Yvette Montreuil, domiciled at Cap Rouge, county of Québec, wife of Michel Delisle, truckman, domiciled at the same place, has instituted an action for separation as to property against her said husband.

Quebec, November 3, 1948.

LETARTE, FERLAND & BISSON,
23421 Attorneys for plaintiff.

Avis divers

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Association of Employees of the Paint Industry" pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 23 octobre 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23391-o JEAN BRUCHÉSI.

Miscellaneous Notices

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Association of Employees of the Paint Industry", for the study, defence and promotion of the economic social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on October 23, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
23391 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire Desjardins de St-Jean-Baptiste de Grand'Mère", en date du 26 septembre 1948, dont le siège social est situé à Grand'Mère, comté de Lavolette,

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire Desjardins de St-Jean-Baptiste de Grand'Mère", under date the twenty-sixth day of September, 1948, whereof the head office

et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 19 octobre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23392-o **JEAN BRUCHÉSI.**

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Les Expéditeurs de Pommes de Missisquoi", en date du 19 juin 1948, dont le siège social est situé à Frelighsburg, comté de Missisquoi, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 30 septembre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23393-o **JEAN BRUCHÉSI.**

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a décrété, le 26 octobre 1948, la fin de l'existence corporative de "Le Syndicat des Employés de Canadian Brassières, Inc.", et ce, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la loi 11 George VI, chapitre 52, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 28 octobre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23394-o **JEAN BRUCHÉSI.**

Avis est, par les présentes, donné que, sur recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le 26 octobre 1948, le règlement spécial C de Quebec Industrial Relations Institute, tel qu'adopté à son assemblée générale spéciale tenue le 15 octobre 1948, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276), telles que modifiées par la Loi 10, George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 27 octobre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23395 **JEAN BRUCHÉSI.**

PEEL BUILDING CORPORATION

Extrait des minutes d'une assemblée de directeurs de "Peel Building Corporation", tenue le 9e jour de septembre 1948, à 3 P.M.

Règlement N° II (a)

Augmentant le nombre des directeurs de trois à quatre.

NOMBRE DE DIRECTEURS & QUORUM

Les affaires de la compagnie seront gérées par un bureau de quatre directeurs, deux desquels formeront quorum pour la transaction des affaires.

23409 (Signé) S. SEGAL.

is at Grand'Mère, county of Lavolette, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of October, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
23392 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Les Expéditeurs de Pommes de Missisquoi", under date the nineteenth day of June, 1948, whereof the head office is at Frelighsburg, county of Missisquoi, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of September, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
23393 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has enacted, on the 26th of October, 1948, the termination of the corporate existence of "Le Syndicat des Employés de Canadian Brassières, Inc.", and such, in conformity with the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162, as added by the Act 11 George VI, chapter 52, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary this twenty-eighth day of October, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
23394 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary approved on October 26th, 1948, special by-law C of the Quebec Industrial Relations Institute, as adopted at its Special General Meeting held on October 15th, 1948, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act (R.S.Q., 1941, chapter 276), as amended by the Act 10, George VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary the 27th day of October, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
23395-o Under-Secretary of the Province.

PEEL BUILDING CORPORATION

Extract from minutes of meeting of Directors of "Peel Building Corporation", held on the 9th day of September, 1948, at 3 P.M.

By-Law No. II (a)

Increasing the number of Directors from three to four.

NUMBER OF DIRECTORS & QUORUM

The affairs of the company shall be managed by a Board of four Directors of whom two shall form a quorum for the transaction of business.

23409-o (Signed) S. SEGAL.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat Catholique et National des Employés de la Filature de Joliette", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 21 octobre 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Joliette, comté de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23396-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a décrété, le 26 octobre 1948, la fin de l'existence corporative du "Conseil Supérieur des Travailleurs Unis de Plessisville", et ce, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la Loi 11 George VI, chapitre 52, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 3 novembre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23410-o JEAN BRUCHÉSI.

(CORRECTION)

AVIS DE RACHAT

Les syndics d'écoles de la municipalité dissidente de Buckingham Ville, comté de Papineau — Obligations 3% — Datées le 1er juin 1946 — Dues le 1er juin 1949.

On est prié de prendre note que l'avis de rachat publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 30 octobre 1948, à la page 2781, à l'effet de racheter par anticipation le 1er décembre 1948 les obligations de ces syndics d'écoles échéant le 1er juin 1949, doit être considéré comme non avenu.

Le Secrétaire-trésorier,
23411-o S. E. McCULLOUGH.

UNITED ASBESTOS CORPORATION LIMITED
(Libre de responsabilité personnelle)

Règlement N° 48

étant un règlement pour changer le nombre des directeurs de cinq à sept.

Qu'il soit et il est par les présentes décrété comme règlement de "United Asbestos Corporation Limited" (Libre de responsabilité personnelle), (ci-après nommée la Compagnie) comme suit:

1. Que le nombre des membres du bureau de direction de la compagnie soit et il est par les présentes augmenté de cinq à sept.

2. Que les règlements de la compagnie soient et ils sont par les présentes modifiés conformément à ce qui précède.

Decrété ce 30ème jour d'octobre, A.D. 1948.
Témoin le sceau corporatif de la compagnie.

Le Président,
EDWIN M. FREEMAN,
Le Secrétaire,
MAURICE C. LANCTOT.

23413

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat Catholique et National des Employés de la Filature de Joliette", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on October 21, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Joliette, county of Joliette.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary on October 26, 1948, enacted the termination of the corporate existence of "Conseil Supérieur des Travailleurs Unis de Plessisville" and such in conformity with the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162, as added by the Act 11 George VI, chapter 52, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, November 3, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

(CORRECTION)

NOTICE OF REDEMPTION

The School Trustees for the Dissident Municipality of Buckingham Ville, in the County of Papineau — 3% Bonds — Dated June 1st, 1946 — Due June 1st, 1949.

Kindly take note that the Notice of Redemption published on page 2781 of the October 30th, 1948 issue of the *Quebec Official Gazette*, in respect to the call for redemption and prior payment on December 1st, 1948, of the bonds of the said School Trustees maturing June 1st, 1949, shall be deemed to be null and of no effect.

S. E. McCULLOUGH,
Secretary-Treasurer.

UNITED ASBESTOS CORPORATION LIMITED
(No Personal Liability)

By-Law No. 48

being a By-Law to change the number of Directors from five to seven.

Be it enacted and it is hereby enacted as a By-Law of United Asbestos Corporation Limited (No Personal Liability) (hereinafter called the Company) as follows:

1. The number of the Board of Directors of the Company be and it is hereby increased from five to seven.

2. The By-Laws of the Company be and they are hereby amended to accord with the foregoing.

Enacted this 30th day of October, A.D. 1948.
Witness the Corporate Seal of the Company.

EDWIN M. FREEMAN,
President.
MAURICE C. LANCTOT,
Secretary.

23413-o

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Le Foyer Coopératif de L'Assomption", en date du 6 octobre 1948, dont le siège social est situé à L'Assomption, comté de L'Assomption, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 27 octobre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23412-o JEAN BRUCHESI.

LAKE DUFALT MINES LIMITED
(Libre de responsabilité personnelle)

Règlement spécial "F"

Un règlement modifiant le règlement N° 11 des règlements généraux de la compagnie pour pourvoir à une augmentation du nombre des directeurs de 5 à 6, 3 desquels formeront quorum.

"Qu'il soit et il est par les présentes décrété comme règlement de "Lake Dufault Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle) que le nombre des directeurs de ladite compagnie soit et il est par les présentes augmenté de 5 à 6, 3 desquels formeront quorum pour toute assemblée, et que le règlement N° 11 des règlements généraux de la compagnie, soit et il est par les présentes modifié en conséquence et doit se lire comme suit:

"11. Directeurs

Les affaires de la compagnie seront gérées par un Bureau de six directeurs, trois desquels formeront quorum."

Fait et décrété par les directeurs, ce 24ème jour de septembre 1948.

Le Président,
T. LINDSLEY.
Le Secrétaire,
A. G. FULTON.

Je, le soussigné, secrétaire de "Lake Dufault Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle) certifie par les présentes que le précédent est une vraie et exacte copie du règlement spécial "F", décrété par le bureau de direction de la dite compagnie à une assemblée dûment convoquée et tenue en la cité de Toronto, Ontario, le 24ème jour de septembre 1948, et approuvé, ratifié, sanctionné et confirmé à l'unanimité par le vote d'au moins les deux-tiers des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale des actionnaires de ladite compagnie dûment convoquée pour considérer ledit règlement et tenue en la cité de Toronto le 21ème jour d'Octobre 1948.

[Sceau]

23422 Le Secrétaire,
A. G. FULTON.

LAKE DUFALT MINES LIMITED
(Libre de responsabilité personnelle)

Règlement spécial "G"

Un règlement pour changer le siège social de la compagnie:

"Qu'il soit et il est par les présentes décrété comme règlement de "Lake Dufault Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle) que le siège social de ladite compagnie soit et il est par les présentes changé de la ville de Duparquet, dans le comté d'Abitibi, à la ville de Noranda, en la province de Québec."

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Le Foyer Coopératif de l'Assomption" under date the sixth day of October, 1948, whereof the head office is at L'Assomption, county of L'Assomption, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of October, 1948.

23412 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

LAKE DUFALT MINES LIMITED
(No Personal Liability)

Special By-law "F"

A by-law amending by-law No. 11 of the General By-laws of the company to provide for an increase in the number of directors from 5 to 6 of whom 3 shall form a quorum.

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Lake Dufault Mines Limited" (No Personal Liability) that the number of directors of the said company be and the same is hereby increased from 5 to 6 of whom 3 shall form a quorum for any meeting and that by-law No. 11 of the General By-laws of the company be and is hereby amended accordingly to read as follows:

"11. Directors

The affairs of the company shall be managed by a Board of six directors three of whom shall form a quorum."

Passed and enacted by the directors this 24th day of September, 1948.

T. LINDSLEY,
President.
A. G. FULTON,
Secretary.

I, the undersigned, secretary of "Lake Dufault Mines Limited" (No Personal Liability) do hereby certify the foregoing to be a true and correct copy of special by-law "F" enacted by the Board of Directors of the said company at a meeting duly called and held at the city of Toronto, Ontario on the 24th day of September, 1948, and unanimously approved, ratified, sanctioned and confirmed by the vote of at least two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a special general meeting of the shareholders of the said company duly called for considering the said by-law and held at the said city of Toronto on the 21st day of October, 1948.

[Seal]

23422-o A. G. FULTON,
Secretary.

LAKE DUFALT MINES LIMITED
(No Personal Liability)

Special By-law "G"

A by-law to change the head office of the company:

"Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Lake Dufault Mines Limited" (No Personal Liability) that the head office of the said company be and the same is hereby changed from the Town of Duparquet, in the county of Abitibi, to the Town of Noranda, in the Province of Quebec."

Passé et décrété par les directeurs ce 24ème jour de septembre 1948.

Le Président,
T. LINDSLEY.
Le Secrétaire,
A. G. FULTON.

Je, le soussigné, secrétaire de "Lake Dufault Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), certifie par les présentes que le précédent est une vraie copie du règlement "G" décrété par le bureau de direction de ladite compagnie à une assemblée dûment convoquée et tenue en la cité de Toronto, Ontario, le 24ème jour de septembre 1948, et approuvé, ratifié, sanctionné et confirmé à l'unanimité par le vote d'au moins les deux tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale des actionnaires de ladite compagnie dûment convoquée pour considérer ledit règlement et tenue en la cité de Toronto, le 21ème jour d'octobre 1948.

[Seal]

23423

Le Secrétaire,
A. G. FULTON.

Passed and enacted by the directors this 24th day of September, 1948.

T. LINDSLEY,
President.
A. G. FULTON,
Secretary.

I, the undersigned, secretary of "Lake Dufault Mines Limited" (No Personal Liability) do hereby certify the foregoing to be a true and correct copy of special by-law "G" enacted by the Board of Directors of the said company at a meeting duly called and held at the city of Toronto, Ontario, on the 24th day of September, 1948, and unanimously approved, ratified, sanctioned and confirmed by the vote of at least two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a special general meeting of the shareholders of the said company duly called for considering the said by-law and held at the said city of Toronto on the 21st day of October, 1948.

[Seal]

23423-o

A. G. FULTON,
Secretary.

Avis est donné par les présentes que "Continental Diamond Drilling and Exploration Company Limited" a été autorisée à vendre ou autrement aliéner en la province de Québec, ses parts, actions, certificats d'actions, débetures et autres valeurs.

Le siège social dans la Province est à 711 Transportation Building, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Son agent principal aux fins de recevoir les assignations dans toute procédure intentée contre elle, est M. Gerald A. McTeigue, de ladite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le deuxième jour de novembre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23425 JEAN BRUCHESI.

Notice is hereby given that "Continental Diamond Drilling and Exploration Company Limited" has been authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Quebec its shares, stock, stock-certificates, debentures and other securities.

The head office in the Province is at 711 Transportation Building, Montreal, in the judicial district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against it, is Mr. Gerald A. McTeigue, of the said City of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary the second day of November, 1948.

JEAN BRUCHESI,
23425-o Under Secretary of the Province.

Bills, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 29 décembre 1948 et présentés avant le 9 février 1949, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 29 janvier 1949 et reçues avant le 3 février 1949, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 23 février 1949.

Québec, le 27 octobre 1948.

23403-45-11-o Le Greffier,
ANTOINE LEMIEUX.

Bills, Legislative Assembly

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 29th December, 1948, and introduced before the 9th February, 1949; petitions for the introduction of private bills must be presented before the 29th January, 1949, and received before the 3rd February, 1949, and the reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 23rd February, 1949.

Quebec, October 27th, 1948.

23403-45-11-o ANTOINE LEMIEUX,
Clerk.

Chartes — Abandon de

AVIS DE DEMANDE DE PERMISSION D'ABANDONNER CHARTE

"Renards du Nord de Charlevoix, Incorporée", ayant son siège social dans le village de Baie-St-Paul, donne avis par les présentes qu'elle

Charters — Surrender of

NOTICE OF APPLICATION FOR LEAVE TO SURRENDER CHARTER

Notice is hereby given that "Northern Charlevoix Foxes, Incorporated", a body corporate with head office in the village of Baie-St-Paul, is

demande la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Baie-St-Paul, ce 25 octobre 1948.

RENARDS DU NORD DE CHARLEVOIX,
INCORPORÉE,

23397-o

Par le Liquidateur,
MAURICE SIMARD.

Canada, Province de Québec,
District de Montréal

TRINITY BUILDING LIMITED

Avis de demande d'abandon de charte

Conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Trinity Building Limited" donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Procureur général et au Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il leur plaira de fixer.

Daté à Montréal, le 26 octobre 1948.

23398

Le Secrétaire,
C. A. MACDONALD.

making application for leave to surrender its charter under the relevant provisions of the Quebec Companies' Act (Part 1).

Dated at Baie-St-Paul, October 25th, 1948.

NORTHERN CHARLEVOIX FOXES,
INCORPORATED,

23397-o

Par: MAURICE SIMARD,
Liquidator.

Canada, Province of Quebec,
District of Montreal

TRINITY BUILDING LIMITED

Notice of application for surrender of charter

Under the provisions of the Quebec Companies' Act "Trinity Building Limited" hereby gives notice that it will make application to the Attorney-General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, of the Province of Quebec, for leave to surrender its Charter and for its cancellation on and from a date to be fixed by them.

Dated at Montreal this 26th day of October 1948.

C. A. MACDONALD,
Secretary.

Commission Municipale de Québec

LA COMMISSION MUNICIPALE DE QUÉBEC

AVIS D'ÉCHANGE D'OBLIGATIONS

Loi pour assurer le progrès de l'éducation
(10 Geo. VI, ch. 21—11 Geo. VI, ch. 32)

Avis est, par les présentes, donné que, conformément aux dispositions de la Loi pour assurer le progrès de l'éducation (10 George VI, chapitre 21, tel qu'amendé par 11 George VI, chapitre 32), les commissions scolaires ci-dessous mentionnées se sont prévaluées de ladite loi;

QUE, conformément aux dispositions des articles 7 et 8 de ladite loi, la Commission municipale de Québec a préparé la réorganisation financière comportant le règlement des dettes desdites commissions scolaires (savoir les emprunts contractés avant le 17 avril 1946) et cette réorganisation a dûment été approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil (O.C. N° 1244 du 29 septembre 1948);

QUE ladite réorganisation est entrée en vigueur le 1er octobre 1948;

QUE, conformément aux dispositions dudit ordre en conseil N° 1244 du 29 septembre 1948, les détenteurs des obligations ci-dessous énumérées sont priés de transmettre, le ou avant le 1er décembre 1948, lesdites obligations à toutes succursales dans la Province de Québec de la Banque Canadienne Nationale, de la Banque de Montréal, de la Banque Royale du Canada, de la Banque Canadienne de Commerce ou de la Banque Provinciale du Canada, ou à leur bureau chef dans les cités de Toronto, Winnipeg ou Vancouver, pour étre transmises au bureau chef de la Banque Canadienne Nationale qui fera l'échange pour des obligations de la Commission municipale de Québec. Les coupons d'intérêt échéant le ou après le 1er décembre 1948 devront étre attachés aux obligations transmises pour échange.

Quebec Municipal Commission

QUEBEC MUNICIPAL COMMISSION

NOTICE OF EXCHANGE OF DEBENTURES

Act to ensure the progress of Education
(10 Geo. VI, Chap. 21—11 Geo. VI, Chap. 32)

Notice is, hereby, given that in conformity with the provisions of the Act to ensure the Progress of Education (10 George VI, chapter 21, as amended by 11 George VI, Chapter 32), the school commissions hereunder named have availed themselves of the said law;

THAT, in compliance with Sections 7 and 8 of the said Act, the Quebec Municipal Commission has prepared a financial reorganization of the debts of the said school commissions (i.e. loans contracted prior to the 17th of April 1946), and this reorganization has duly been approved by the Lieutenant-Governor in Council (O.C. No. 1244 of the 29th of September 1948);

THAT said reorganization has come into force on the 1st of October 1948;

THAT, in compliance with the provisions of said Order in Council No. 1244 of the 29th of September 1948, all holders of bonds or debentures hereunder listed are requested to forward, on or after December 1, 1948, their bonds or debentures to all branches in the Province of Quebec of the Banque Canadienne Nationale, or of the Bank of Montreal, or of the Royal Bank of Canada, or of the Canadian Bank of Commerce, or of The Provincial Bank of Canada, or at their principal office in the cities of Toronto, Winnipeg or Vancouver, to be forwarded to the Head Office of the Banque Canadienne Nationale which will effect the exchange for bonds of the Quebec Municipal Commission. The interest coupons maturing on or after the 1st of December 1948 shall be attached to the bonds or debentures remitted for exchange.

Ces obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1er décembre 1948.

These bonds or debentures shall cease to bear interest as of the 1st of December 1948.

**LISTE DES COMMISSIONS SCOLAIRES
dont les obligations seront échangées**

**LIST OF SCHOOL COMMISSIONS WHOSE
bonds or debentures will be exchanged**

*Commission scolaire de la ville de La Tuque
(Lavolette)*

*School Commission of the Town of LaTuque
(Lavolette)*

Emission \$55,700.00, datée du 1er septembre 1925, 5½%—Obligations remboursables en séries du 1er septembre 1949 au 1er septembre 1950;

Issue \$55,700.00, dated September 1, 1925, 5½%—Bonds or debentures to be redeemed serially from September 1, 1949 to September 1, 1950;

Emission \$69,700.00, datée du 1er mai 1927, 5%—Obligations, remboursables en séries du 1er mai 1949 au 1er mai 1952;

Issue \$69,700.00, dated May 1, 1927, 5%—Bonds or debentures to be redeemed serially from May 1, 1949 to May 1, 1952;

Emission \$60,400.00, datée du 1er mai 1929, 5½%—Obligations remboursables en séries du 1er mai 1949 au 1er mai 1954;

Issue \$60,400.00, dated May 1, 1929, 5½%—Bonds or debentures to be redeemed serially from May 1, 1949 to May 1, 1954;

Emission \$14,000.00, datée du 1er août 1929, 5%—Obligations remboursables le 1er août 1949.

Issue \$14,000.00, dated August 1, 1929, 5%—Bonds or debentures to be redeemed on August 1, 1949;

Emission \$80,000.00, datée du 1er octobre 1937, 4%—Obligations remboursables en séries du 1er octobre 1949 au 1er octobre 1952;

Issue \$80,000.00, dated October 1, 1937, 4%—Bonds or debentures to be redeemed serially from October 1, 1949 to October 1, 1952;

Emission \$20,000.00, datée du 1er mai 1938, 4%—Obligations remboursables en séries du 1er mai 1949 au 1er mai 1953.

Issue \$20,000.00, dated May 1, 1938, 4%—Bonds or debentures to be redeemed serially from May 1, 1949 to May 1, 1953.

*Commission scolaire protestante de Bedford
(Missisquoi)*

*Protestant School Commission of Bedford
(Missisquoi)*

Emission \$30,000.00, datée du 1er mai 1934, 4½%—Obligations remboursables en séries du 1er mai 1949 au 1er mai 1958.

Issue \$30,000.00, dated May 1, 1934, 4½%—Bonds or debentures to be redeemed serially from May 1, 1949 to May 1, 1958.

*Commission scolaire de St-Colomb-de-Sillery
(Québec)*

*School Commission of St. Colomb de Sillery
(Quebec)*

Emission \$13,000.00, datée du 1er août 1943, 3½%—Obligations remboursables en séries du 1er août 1949 au 1er août 1951.

Issue \$13,000.00, dated August 1, 1943, 3½%—Bonds or debentures to be redeemed serially from August 1, 1949 to August 1, 1951.

Commission scolaire catholique de Notre-Dame-Auxiliatrice (St-Jean)

Catholic School Commission of Notre-Dame-Auxiliatrice (St-John)

Emission \$31,000.00, datée du 1er février 1938, 4%—Obligations remboursables en séries du 1er février 1949 au 1er février 1967;

Issue \$31,300.00, dated February 1, 1938, 4%—Bonds or debentures to be redeemed serially from February 1, 1949 to February 1, 1967;

Emission \$150,000.00, datée du 1er février 1928, 5%—Obligations remboursables en séries du 1er février 1950 au 1er février 1968.

Issue \$150,000.00, dated February 1, 1928, 5%—Bonds or debentures to be redeemed serially from February 1, 1950 to February 1, 1968.

Commission scolaire protestante de Shawinigan-Falls (St-Maurice)

Protestant School Commission of Shawinigan-Falls (St. Maurice)

Emission \$10,000.00, datée du 1er septembre 1913, 5%—Obligations remboursables le 1er juillet 1953;

Issue \$10,000.00, dated September 1, 1913, 5%—Bonds or debentures to be redeemed on July 1, 1953;

Emission \$10,000.00, datée du 1er juillet 1909, 5%—Obligations remboursables le 1er juillet 1949;

Issue \$10,000.00, dated July 1, 1909, 5%—Bonds or debentures to be redeemed on July 1, 1949;

Emission \$15,000.00, datée du 1er août 1937, 4%—Obligations remboursables en séries du 1er novembre 1949 au 1er novembre 1952;

Issue \$15,000.00, dated August 1, 1937, 4%—Bonds or debentures to be redeemed serially from November 1, 1949 to November 1, 1952;

Emission \$150,000.00, datée du 1er août 1925, 5%—Obligations remboursables en séries du 1er novembre 1949 au 1er novembre 1955.

Issue \$150,000.00, dated August 1, 1925, 5%—Bonds or debentures to be redeemed serially from November 1, 1949 to November 1, 1955.

*Commission scolaire de la ville d'Iberville
(Iberville)*

*School Commission of the Town of Iberville
(Iberville)*

Emission \$24,000.00, datée du 1er mai 1927, 5%—Obligations remboursables en séries du 1er mai 1949 au 1er mai 1957;

Issue 24,000.00, dated May 1, 1927, 5%—Bonds or debentures to be redeemed serially from May 1, 1949 to May 1, 1957;

Emission \$11,000.00, datée du 1er novembre 1928, 5%—Obligations remboursables en séries

Issue \$11,000.00, dated November 1, 1928, 5%—Bonds or debentures to be redeemed se-

du 1er novembre 1949 au 1er novembre 1958;

Emission \$17,000.00, datée du 1er novembre 1931, 5%—Obligations remboursables en séries du 1er novembre 1949 au 1er novembre 1951;

Emission \$20,500.00, datée du 1er décembre 1938, 4%—Obligations remboursables en séries du 1er décembre 1949 au 1er décembre 1963.

Daté à Québec, ce 4 novembre 1948.

LA COMMISSION MUNICIPALE DE QUÉBEC,
Par le Secrétaire,
23426-o CHARLES A. COUILLARD.

rially from November 1, 1949 to November 1, 1958;

Issue \$17,000.00, dated November 1, 1931, 5%—Bonds or debentures to be redeemed serially from November 1, 1949 to November 1, 1951;

Issue \$20,500.00, dated December 1, 1938, 4%—Bonds or debentures to be redeemed serially from December 1, 1949 to December 1, 1963.

Dated at Quebec, this 4th day of November 1948.

THE QUEBEC MUNICIPAL COMMISSION,
per: CHARLES A. COUILLARD,
23426-o Secretary.

Demandes à la Législature

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la révérende Sœur Nicole Michaut, la révérende Sœur Véronique Clermont, la révérende Sœur Elisabeth Fliche, la révérende Sœur Suzanne Boulogne et la révérende Sœur Jeanne Elicabide, toutes présentement de la Cité de Sherbrooke, district de Saint-François, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'incorporation de "La Compagnie des Filles de la Charité de saint Vincent de Paul", avec tous les pouvoirs, droits et privilèges des corporations ordinaires et avec des pouvoirs spéciaux pour les fins religieuses, éducationnelles et charitables, et spécialement avec le pouvoir de posséder des propriétés immobilières de quelque étendue que ce soit nonobstant les dispositions de l'article 3 de la Loi des acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et gens de mainmorte (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 283; la corporation sera gouvernée par la régie de sa communauté et elle aura le pouvoir de faire des règlements; son siège social sera dans la Cité de Sherbrooke.

Sherbrooke, ce 5 octobre 1948.

Les Procureurs des pétitionnaires,
23290-43-4-o LEBLANC & DELORME.

AVIS

Avis est par les présentes donné que les héritiers de feu Alphonse Amédée Miville Dechaine alias Dechène, en son vivant manufacturier et marchand de fourrures de la Cité de Québec, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi pour faire modifier le dernier testament du dit Alphonse Amédée Miville Dechaine alias Dechène aux fins de permettre aux pétitionnaires de vendre un immeuble portant le numéro civique 80 de la rue Saint Joseph en la Cité de Québec, étant les lots cadastraux 959, 985 et 960-A-1 du quartier St-Roch dans la Cité de Québec, lequel immeuble avait été stipulé incessible et insaisissable et légué à titre d'aliments dans le dit testament, et pour autres fins.

Québec, ce 2ème jour de novembre 1948.

Le Procureur des Pétitionnaires,
23406-45-4-o JACQUES DE BILLY.

Applications to Legislature

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Reverend Sister Nicole Michaut, Reverend Sister Véronique Clermont, Reverend Sister Elisabeth Fliche, Reverend Sister Suzanne Boulogne, and Reverend Sister Jeanne Elicabide, all presently of the City of Sherbrooke, district of St. Francis, will apply to the Quebec Legislature, at its coming session, for the passing of an Act incorporating "The Company of the Daughters of Charity of St. Vincent de Paul", with all the powers, rights, and privileges of ordinary corporations and with special powers for religious, educational and charitable purposes, and specially with the power to hold immoveable property of any extent whatsoever notwithstanding the provisions of section 3 of the Mortmain Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, Chapter 283); the corporation will be governed by the rules of their community and will have the power to make by-laws; the head office of the corporation shall be in the City of Sherbrooke.

Sherbrooke, October 5th 1948.

LEBLANC & DELORME,
23290-43-4-o Attorney for the petitioners.

NOTICE

Notice is hereby given that the heirs of the late Alphonse Amédée Miville Dechaine alias Dechène, in his lifetime manufacturer and fur merchant of the City of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the passing of an Act to modify the last Will of the said Alphonse Amédée Miville Dechaine alias Dechène, in order that the petitioners be allowed to sell an immoveable bearing civic number 80 of St. Joseph Street in the City of Quebec, being cadastral lots 959, 985 and 960A-1 of St-Roch Ward in the City of Quebec, which immoveable has been stipulated unassignable and unseizable and for alimentary purposes.

Quebec, 2nd November 1948.

JACQUES DE BILLY,
23406-45-4-o Attorney for Petitioners.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que dame Marie Thérèse Forget, épouse de Pierre François Casgrain, de la cité de Westmount, district de Montréal, présentera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, une requête pour l'adoption d'une loi lui permettant de compléter et clarifier une disposition de son contrat de mariage avec ledit Pierre-François Casgrain, concernant la vente d'une propriété lui appartenant.

Montréal, le 26 octobre 1948.

Les Procureurs de Madame
M. T. Forget-Casgrain,
23358-44-4-0 FAUTEUX, BLAIN & FAUTEUX.

NOTICE

Notice is hereby given that Dame Marie-Thérèse Forget, wife of Pierre-François Casgrain, of the City of Westmount, district of Montreal, will present to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, a petition for the adoption of a law permitting her to complete and clarify a disposition of her marriage contract with the said Pierre-François Casgrain, concerning the sale of a property belonging to her.

Montreal, October 26th, 1948.

FAUTEUX, BLAIN & FAUTEUX,
Attorneys for Mrs. M. T.
Forget-Casgrain.
23358-44-4-0

Département de l'Agriculture

Department of Agriculture

AVIS

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Richmond, sous le nom de "Société Coopérative Agricole d'Amélioration des Terres de St-François-Xavier-de-Brompton" et que son principal siège d'affaires est à St-François-Xavier-de-Brompton.

La société a pour objet l'amélioration et l'agrandissement des fermes ainsi que l'achat et l'usage d'un tracteur déblayeur (Bulldozer) et accessoires pour fins de travaux d'amélioration des fermes.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce vingt-huitième jour d'octobre 1948.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
JULES SIMARD.

Avis de changement du nom de la "Société Coopérative Agricole de St-Pierre Ile d'Orléans" en celui de "Société Coopérative Agricole de l'Ile d'Orléans."

Avis est par le présent donné qu'il a plu au Ministre de l'Agriculture, à la demande du bureau de direction de la Société Coopérative Agricole de St-Pierre Ile d'Orléans, société coopérative constituée sous le régime de la loi des sociétés coopératives agricoles et dont l'avis de formation a été publié à la *Gazette Officielle de Québec*, le 18 mai 1940, de changer le nom de cette société en celui de "Société Coopérative Agricole de l'Ile d'Orléans".

Québec, ce vingt-huitième jour d'octobre 1948.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
JULES SIMARD.
23399-0

NOTICE

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Richmond, under the name of "Société Coopérative Agricole d'Amélioration des Terres de St-François-Xavier-de-Brompton", and that its principal place of business is at St-François-Xavier-de-Brompton.

The object of the association is the improvement and expansion of farms and the purchase and use of a Bulldozer and equipment for farm improvement works.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this twenty-eighth day of October, 1948.

JULES SIMARD,
Deputy Minister of Agriculture.

Notice of change of name of the "Société Coopérative Agricole de St-Pierre Ile d'Orléans" into that of "Société Coopérative Agricole de l'Ile d'Orléans".

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture has been pleased, at the request of the board of directors of the "Société Coopérative Agricole de St-Pierre Ile d'Orléans", a cooperative association formed under the authority of the Cooperative Agricultural Associations Act and whereof the notice of formation was published in the *Quebec Official Gazette*, of the 18th of May, 1940, to change its name into that of "Société Coopérative Agricole de l'Ile d'Orléans".

Quebec, this twenty-eighth day of October, 1948.

JULES SIMARD,
Deputy Minister of Agriculture.
23399

Département de l'Instruction publique

Department of Education

N° 615-41.

Québec, le 25 octobre, 1948.

Demande est faite, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Thomas, dans le comté de Joliette, les lots 539 à 559 inclusivement du cadastre officiel de St-Thomas et de les annexer à celle de Christ-Roi, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
J.-P. LABARRE.
23359-44-2-0

No. 615-41.

Quebec, October 25, 1948.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Thomas, in the county of Joliette, lots 539 to 559 inclusively, of the official cadastre for St-Thomas, and to annex them to that of Christ-Roi, in the same county.

J. P. LABARRE,
Superintendent of Education.
23359-44-2

N° 1085-48.

Québec, le 3 novembre 1948.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Chester-Est, dans le comté d'Arthabaska, le lot 171 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Hélène de Chester et de l'annexer à la municipalité scolaire de Chester-Nord, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
23436-45-2-o J.-P. LABARRE.

No. 1085-48.

Quebec, November 3, 1948.

Application is made to detach from the school municipality of Chester-East, in the county of Arthabaska, lot 171 of the official cadastre for the parish of Sainte-Hélène-de-Chester and to annex the same to the school municipality of Chester-North, in the same county.

J. P. LABARRE,
23436-45-2 Superintendent of Education.

N° 1172-48.

Québec, le 3 novembre 1948.

Demande est faite d'annexer les lots suivants, à la municipalité scolaire de La Corne, dans le comté d'Abitibi-Est, savoir:

Dans le canton Lamotte, les lots 63 et 64 du rang X et ceux compris entre le lac et le lot 64 inclusivement du rang IX, qui seront détachés de la municipalité scolaire de Figury.

Dans le canton La Corne, les lots 1 à 12 inclusivement des rangs IX et X, qui ne sont pas encore organisés au point de vue scolaire.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
23437-45-2-o J.-P. LABARRE.

No. 1172-48.

Quebec, November 3, 1948.

Application is made to annex the following lots to the school municipality of La Corne, in the county of Abitibi-East, to wit:

In the township of Lamotte, lots 63 and 64 of range X and those comprised between the lake and lot 64 inclusively of range IX, which shall be detached from the school municipality of Figury.

In the township of La Corne, lots 1 to 12 inclusively of ranges IX and X, which are not yet organized as to schools.

J.-P. LABARRE,
23437-45-2 Superintendent of Education.

N° 272-45

Québec, le 2 novembre, 1948.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Laforce", dans le comté de Témiscamingue, le territoire ci-dessous décrit qui n'est pas encore organisé au point de vue scolaire, savoir:

Les lots suivants, tous inclusivement: 33 à 56 des rangs V à XI inclusivement du canton Brodeur et tous les lots des rangs IV à IX inclusivement du canton Devlin.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
23438-45-2-o J.-P. LABARRE.

No. 272-45.

Quebec, November 2, 1948.

Application is made to erect into a separate school municipality under the name of "Laforce", in the county of Témiscamingue, the territory hereinbelow described which has not yet been organized as regards schools, to wit:

The following lots, all inclusively: 33 to 56 of ranges V to XI inclusively of the township Brodeur and all the lots of ranges IV to IX inclusively of the township Devlin.

J. P. LABARRE,
23438-45-2 Superintendent of Education.

N° 840-47.

Québec, le 3 novembre, 1948.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Charles, dans le comté de St-Hyacinthe et de les annexer à la municipalité scolaire de la paroisse de Ste-Marie-Madeleine, dans le même comté, les lots suivants du cadastre officiel de la paroisse de St-Charles.

251 à 257 inclusivement, 275-A, 277, 283 à 288 inclusivement; 361, 362, 365, 369, 371. Les lots suivants du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Marie-Madeleine: 165, 166, 166-A, 172, 178, 181, 186, 195, 196, 209, 217, 222, 223, 228, 229 et 232.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
23439-45-2-o J.-P. LABARRE.

No. 840-47.

Quebec, November 3, 1948.

Application is made to detach from the school municipality of the parish of Saint-Charles, in the county of St-Hyacinthe, the following lots of the official cadastre of the parish of St-Charles, and to annex them to the school municipality of the parish of Ste-Marie-Madeleine, in the same county:

251 to 257 inclusively, 275-A, 277, 283 to 288 inclusively; 361, 362, 365, 369, 371. The following lots of the official cadastre of the parish of Ste-Marie-Madeleine: 165, 166, 166-A, 172, 178, 181, 186, 195, 196, 209, 217, 222, 223, 228, 229 and 232.

J. P. LABARRE,
23439-45-2 Superintendent of Education.

N° 1000-46.

Québec, le 3 novembre, 1948.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Gérard, dans le comté de Wolfe, les lots suivants, tous inclusivement du canton de Weedon: 1 à 25 du rang VI, 169 à 190 du rang VII, 191 à 198 du rang VIII, 230 à 232 du rang IX et de les annexer à la municipalité scolaire du canton Weedon.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
23441-45-2-o J.-P. LABARRE.

No. 1000-46.

Quebec, November 3, 1948.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Gérard, in the county of Wolfe, the following lots, all inclusively, of the township of Weedon: 1 to 25 of range VI, 169 to 190 of range VII, 191 to 198 of range VIII, 230 to 232 of range IX and to annex the same to the school municipality of the township of Weedon.

J.-P. LABARRE,
23441-45-2 Superintendent of Education.

N° 1241-48.

Québec, le 3 novembre, 1948.

No. 1241-48.

Quebec, November 3, 1948.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Saint-Colomb de Sillery, dans le comté de Québec, en celui de "Cité de Sillery", même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
23440-45-2-o J.-P. LABARRE.

Application is made to change the name of the school municipality of Saint-Colomb de Sillery, in the county of Quebec, to that of "City of Sillery", same county.

J. P. LABARRE,
Superintendent of Education.

N° 519-47.

Québec, le 3 novembre, 1948.

No. 519-47.

Quebec, November 3, 1948.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Jérôme, dans le comté du Lac Saint-Jean, les territoire ci-dessous décrit et de l'annexer à la municipalité scolaire du village de Saint-Émilien, dans le même comté.

Ce territoire comprend toutes les parties de rangs et lots ci-dessous décrit, savoir:

Dans le canton de Métabetchouan, toute cette partie du rang "A" dans les limites actuelles du village de St-Émilien et comprend les lots 19-B-2, 19-D-2, 19-A, 19-B, 19-C, 19-D, 18-A, 18-B, 18-C, 18-D, 18-E, 18-F, 17-A, 17-B, 17-C, 17-D, 16-A, 16-B, 16-C, 16-D, compris dans la première division du comté du Lac St-Jean; toute cette partie du rang "A" comprenant la partie sud des lots Nos 20-C, 20-D, 21-D, 21-E et les subdivisions et 21-F et ses subdivisions; toute cette partie du rang I comprenant les lots 14-A, 14-B, 15-A, 15-B, 16, 17 et 18; toute cette partie du rang II, comprenant les lots 13-A, 13-B, 14-A, 14-B, 15-A, 15-B, 16-A, 16-B, 17-A, 18-A, 19-A, 20-A et 21-A; dans le rang Est, comprenant les lots 19 à 23 inclusivement; dans le rang "P" de la réserve primitive du village de Métabetchouan, comprenant les lots 1 à 10 inclusivement et les rues réservées.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
23442-45-2-o J.-P. LABARRE.

Application is made to detach from the school municipality of the parish of Saint-Jérôme, in the county of Lake St. John, the territory herein-after described and to annex it to the school municipality of the village of Saint-Émilien, in the same county.

The said territory comprising all the parts of the ranges and lots hereinbelow described, to wit:

In the township of Métabetchouan, all that part of range "A" within the actual limits of the village of St-Émilien and comprising lots 19-B-2, 19-D-2, 19-A, 19-B, 19-C, 19-D, 18-A, 18-B, 18-C, 18-D, 18-E, 18-F, 17-A, 17-B, 17-C, 17-D, 16-A, 16-B, 16-C, 16-D, contained in the first division of the county of Lake St. John; all that part of range "A" comprising the south part of lots Nos: 20-C, 20-D, 21-D, 21-E and the subdivisions and 21-F and its subdivisions; all that part of range I comprising lots 14-A, 14-B, 15-A, 15-B, 16, 17 and 18; all that part of range II, comprising lots 13-A, 13-B, 14-A, 14-B, 15-A, 15-B, 16-A, 16-B, 17-A, 18-A, 19-A, 20-A and 21-A; in the East range, comprising lots 19 to 23 inclusively; in range "P" of the primitive reserve of the village of Métabetchouan, comprising lots 1 to 10 inclusively and the reserved streets.

J.-P. LABARRE,
Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel du village de Mont-Laurier (Canton Campbell) division d'enregistrement de Labelle.

Avis est par la présente donné que les lots 237, 243 à 276, 278, 279 à 288, partie des lots 238 à 242, 277, 289 et 292 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil, et remplacés par les lots 1779 et 1780.

Québec, le 4 octobre 1948.

Département des Terres et Forêts,
Service du cadastre,
Le Sous-ministre,
23400-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of the village of Mont-Laurier (Township of Campbell) Registration Division of Labelle.

Notice is hereby given that lots 237, 243 to 276, 278, 279 to 288, part of lots 238 to 242, 277, 289 and 292 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code and replaced by lots 1779 and 1780.

Quebec, October the 4th, 1948.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
23400-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements) que l'article 3 de la constitution et des

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that section 3 of the constitution and by-laws of the

règlements du Comité conjoint du commerce d'Horlogerie et de Bijouterie des Cantons de l'Est, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 243 du 26 février 1948 (section "D") a été amendé par l'arrêté en conseil numéro 1442 du 27 octobre 1948 (section "C").

En vertu de cet amendement, le siège social dudit comité paritaire a été transféré dans la ville de Richmond.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 6 novembre 1948. 23414-o

Horology and Jewellery Trades Joint Committee of Eastern Townships, approved by Order in Council number 243 of February 26, 1948, (part "D") have been amended by Order in Council number 1442 of October 27, 1948 (part "C").

Pursuant to the amendment, the corporate seat of the said Parity Committee has been transferred to the town of Richmond.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 6, 1948. 23414-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements du Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile de Montréal et du district, établi en exécution du décret numéro 1134 du 1er septembre 1948 et dont le siège social est situé à Montréal, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1442 du 27 octobre 1948 (section "D").

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 6 novembre 1948. 23416-o

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and the by-laws of the Parity Committee of the Automobile Industry of Montreal and district, formed under decree number 1134 of September 1, 1948, and whose corporate seat is in Montreal, have been approved by Order in Council number 1442 of October 27, 1948. (part "D").

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 6, 1948. 23416-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements du Comité paritaire du Commerce de Détail de Granby, établi en exécution du décret numéro 1354 du 13 octobre 1948 et dont le siège social est situé à Granby, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1442 du 27 octobre 1948 (section "A").

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 6 novembre 1948. 23418-o

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and the by-laws of the Comité paritaire du Commerce de Détail de Granby, established under decree number 1354 of October 13, 1948, with corporate seat in Granby, have been approved by Order-in-Council number 1442 of October 27, 1948 (Part "A").

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 6, 1948. 23418-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation des modifications suivantes au décret numéro 3011 du 6 novembre 1941, et amendements, relatif aux métiers de barbier et de coiffeur dans la cité de St-Jean et la ville d'Iberville:

1° A l'article II, les mots "de un (1) mille de leurs limites" seront remplacés par les suivants: "de trois (3) milles de leurs limites."

2° Les paragraphes "a", "b" et "d", de l'article IV seront remplacés par les suivants:

"a) Les employés barbiers-coiffeurs doivent recevoir \$24.00 par semaine plus 50% des recettes de leur travail excédant \$33.50 au cours de la semaine.

b) Les employés surnuméraires doivent recevoir 70% des recettes de leur travail au cours de la journée."

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 3011 of November 6, 1941, and amendments, relating to the barber and hairdresser trades in the city of St. John and the town of Iberville:

1. In section II, the words "of one (1) mile from their limits" will be replaced by the words "of three (3) miles from their limits."

2. Subsections "a", "b" and "d" of section IV will be replaced by the following ones:

"a) The barber-hairdresser employees shall receive \$24.00 per week plus 50% of the receipts of their work exceeding \$33.50 in the course of the week.

b) The extra employees shall receive 70% of the receipts of their work during the day."

3° Le paragraphe "a" de l'article V sera remplacé par le suivant:

"a) *Prix minima des services*: Les employeurs professionnels, les salariés et les artisans doivent charger au public les prix minima suivants pour les services ci-dessous mentionnés.

Barbe	\$ 0.35
Cheveux pour hommes et dames	0.60
Cheveux pour enfants de 14 ans et moins, lundi, mardi mercredi et jeudi	0.35
vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.50
Flambage des cheveux	0.25
Shampooing ordinaire	0.50
Shampooing à l'huile	0.75
Massage ordinaire	0.50
Massage Boncilla	0.75
Lotion	0.25
Tonique	0.25
Aiguisage de rasoir	0.50
Coupe de cheveux à domicile	0.75
Barbe à domicile	0.75

Les institutions d'enseignement et de charité ne sont pas exemptes de l'application de ce tarif. Cependant le travail qui y est effectué ne doit pas être considéré comme des services rendus à domicile."

4° Le paragraphe "e" de l'article VI sera remplacé par le suivant:

"e) Le salaire de l'apprenti est le suivant:

	par semaine
Le premier semestre	\$ 5.00
Le second semestre	8.00
Le troisième semestre	11.00
Le quatrième semestre	14.00"

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GERARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 6 novembre 1948. 23428-o

3. Subsection "a" of section V will be replaced by the following:

"a) *Minimum prices of services*: The professional employers, the employees and the artisans shall charge the following minimum prices for the services hereinafter mentioned:

Shave	\$ 0.35
Haircut for adults, male and female	0.60
Haircut for children (14 years and under) Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	0.35
Friday, Saturday and holiday eves	0.50
Singeing of the hair	0.25
Ordinary shampoo	0.50
Oil shampoo	0.75
Ordinary massage	0.50
Boncilla massage	0.75
Lotion	0.25
Tonic	0.25
Sharpening of a razor	0.50
Haircut at home	0.75
Shave at home	0.75

Educational and charitable institutions are not exempt from the enforcement of these rates. However, work done therein shall not be considered as work done at home."

4. Subsection "e" of section VI will be replaced by the following:

"e) The wages of the apprentice shall be as follows:

	per week
1st six months	\$ 5.00
2nd six months	8.00
3rd six months	11.00
4th six months	14.00"

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, November 6, 1948. 23428-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation des modifications suivantes au décret numéro 3751 du 17 décembre 1943, et amendements, relatif aux métiers de barbier et coiffeur dans les comtés de Joliette, Montcalm, l'Assomption et Berthier:

1° Le paragraphe "b" de l'article IV sera remplacé par le suivant:

"b) Les heures de travail des barbiers et coiffeurs pour hommes et des coiffeurs et coiffeuses pour dames sont réparties comme suit:

1. Le lundi: entre 7.00 a.m. et midi;
Les mardi, mercredi et jeudi: entre 7.00 a.m. et 7.00 p.m.;

Les vendredi, samedi et veille de fêtes chômées: entre 7.00 a.m. et 7.00 p.m.

2. Pendant ces heures de travail, les salariés ont droit à une heure pour le repas du midi et à une heure pour le repas du soir.

2° Le deuxième alinéa du paragraphe "e" de l'article IV sera radié.

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 3751 of December 17, 1943, and amendments, relating to the barber and hairdresser trades in the counties of Joliette, Montcalm, l'Assomption and Berthier:

1. Subsection "b" of section IV will be replaced by the following:

"b) The hours of work of men's barbers and hairdressers and ladies' male and female hairdressers are distributed as follows:

1. Monday: between 7.00 a.m. and midday;
Tuesday, Wednesday and Thursday; between 7.00 a.m. and 7.00 p.m.

Friday, Saturday and holiday eves; between 7.00 a.m. and 7.00 p.m.

2. During such hours, the employees are entitled to one hour off for the noon meal and to one hour off for the evening meal."

2. The second paragraph of subsection "e" of section IV will be deleted.

3° A l'article VI, les prix minima établis dans le décret pour les services ci-après énumérés seront remplacés par les suivants:

"Barbe: tous les jours. \$ 0.30

Cheveux pour adultes des deux sexes:
Les lundi, mardi, mercredi et jeudi. 0.50
Les vendredi, samedi et veille de
fêtes chômées. 0.60"

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 6 novembre 1948. 23429-0

3. In section VI, the minimum prices established in the decree for the services hereafter enumerated will be replaced by the following ones:

"Shave: every day. \$ 0.30
Haircut for men and women:
Monday, Tuesday, Wednesday and
Thursday. 0.50

Friday, Saturday and holiday eves. 0.60"

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, November 6, 1948. 23429-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'industrie de la chaussure, établi en exécution du décret numéro 3003 du 31 juillet 1946, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1443, du 27 octobre 1948, section "C", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er novembre 1948 au 31 août 1949; cette cotisation s'exerce comme ci-après mentionné:

a) Tous les employeurs professionnels de l'industrie de la Chaussure, assujettis au décret numéro 3003 et amendements, doivent payer au Comité paritaire de ladite industrie, une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paie pour tous les salariés des deux sexes régis par ledit décret.

b) Tous les salariés des deux sexes de l'industrie de la Chaussure, régis par le décret numéro 3003 et amendements, sont sujets à une cotisation équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, gages ou autres rémunérations.

c) Tous les artisans des deux sexes de l'industrie de la Chaussure, régis par le décret numéro 3003 et amendements, qui travaillent individuellement ou en société, sont sujets à une cotisation de $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire. Pour les fins de cotisation et de ce règlement, le salaire de chaque artisan qui travaille individuellement ou en société est considéré comme fixé à un montant égal au salaire payé au salarié compagnon le moins rémunéré.

2. Mode de perception

Le ou avant le quinze (15) de chaque mois, les employeurs professionnels doivent transmettre au Comité paritaire, sur des formules fournies par ledit comité à cette fin, un rapport mentionnant tous les salaires, gages et autres rémunérations payés pendant le mois précédent à toutes les personnes des deux sexes, à leur emploi, assujetties audit décret. Ce rapport doit être fait sur une formule telle qu'exigée par ledit Comité.

Tous les employeurs professionnels, en faisant ce rapport doivent remettre au Comité paritaire

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Shoe Industry, established under decree number 3003, of July 31, 1946, has been authorized by a by-law approved by Order-in-Council number 1443 of October 27, 1948, part "C", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereafter mentioned:

Assessments

The period of levy extends from November 1, 1948 to August 31, 1949; it shall be laid in the following manner:

a) All professional employers of the shoe industry, governed by decree number 3003 and amendments, shall pay to the Parity Committee of the said industry, a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their pay roll for all male and female persons subject to the said decree.

b) All male and female employees of the shoe industry, governed by the decree number 3003, and amendments, shall pay an assessment equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, earnings or other remuneration.

c) All male and female artisans in the shoe industry, governed by decree number 3003, and amendments, working individually or in partnership are subject to an assessment of $\frac{1}{2}$ of 1% on their wages. For the purposes of the levy and of this by-law, the wages of each artisan working individually or in partnership are considered as being fixed to an amount equal to the wages paid to the journeyman employee receiving the lowest rate of pay.

2. Mode of collection

On or before the fifteenth (15) of each month, all professional employers shall transmit to the Parity Committee (on forms furnished for this purpose by the said committee) a report indicating all wages, earnings and other remunerations paid during the preceding month to all male and female persons, in their employ, governed by the said decree. Such report shall be made on a form as required by the said committee.

All professional employers, in making such report, shall remit to the Parity Committee the

le montant de leur cotisation calculé de la manière susdite et la cotisation de leurs salariés perçue de la manière ci-après indiquée.

La cotisation des salariés doit être perçue par les employeurs professionnels à même les salaires que ces derniers sont tenus de payer auxdits salariés et être transmise au Comité paritaire de la manière susdite.

Chaque artisan travaillant individuellement ou en société est sous les mêmes obligations que l'employeur professionnel quant au paiement de sa propre cotisation.

3. Rapport financier

Selon les termes de l'article 21 de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'industrie de la Chaussure pour la période comprise entre le 1er jour de septembre 1948 et le 31ème jour d'août 1949.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Estimé des recettes et des déboursés du 1er septembre 1948 au 31 août 1949.

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1% de \$8,500,000.00):	
Employeurs professionnels	\$42,500.00
Salariés	42,500.00
	\$85,000.00

Dépenses:

Frais généraux	\$ 1,000.00
Frais professionnels et judiciaires ..	2,400.00
Frais de déplacement des délégués y compris les sous-comités	9,000.00
Impression, papeterie et accessoires de bureau	4,000.00
Frais de déplacement des inspecteurs	7,000.00
Agios, intérêt et échange	200.00
Loyer, éclairage	1,200.00
Taxe d'affaires et d'eau	50.00
Mauvaises créances	100.00
Assurance et frais de cautionnement ..	300.00
Poste, téléphone et télégraphe	1,800.00
Salaires	39,950.00
Institut de la chaussure Formation professionnelle }	15,000.00
Service de renseignements }	
Comité de négociations	3,000.00
	\$85,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 6 novembre 1948. 23415-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des barbiers-coiffeurs de Saint-Jean et d'Iberville, établi en exécution du décret numéro 3011, du 6 novembre 1941, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1443 du 27 octobre 1948, section "B",

amount of their assessments calculated as above and the assessments of their employees collected as follows.

The employees' assessments shall be collected by the professional employers from the wages which they pay to the said employees and shall be sent to the Parity Committee as above mentioned.

Every artisan working individually or in partnership is under the same obligations as the professional employer for the payment of his own assessment.

3. Financial report

Under section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Shoe Industry, for the period between the 1st day of September 1948 and the 31st day of August 1949.

JOINT COMMITTEE OF THE SHOE INDUSTRY OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Estimated receipts and disbursements from September 1st, 1948 to August 31, 1949.

Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1% of \$8,500,000.00):	
Professional employers	\$42,500.00
Employees	42,500.00
	\$85,000.00

Disbursements:

General expenses	\$ 1,000.00
Professional and judicial fees	2,400.00
Travelling expenses of delegates, subcommittees included	9,000.00
Stationery, printing and office accessories	4,000.00
Travelling expenses — inspectors ..	7,000.00
Agios, interest and exchange	200.00
Rent, Electricity	1,200.00
Business and water taxes	50.00
Bad credits	100.00
Insurance and security bonds	300.00
Postage, telephone and telegraph ..	1,800.00
Salaries	39,950.00
"Institut de la Chaussure" Occupational training }	15,000.00
Information Service }	
Negotiation Committee	3,000.00
	\$85,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 6, 1948. 23415-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Barbers and Hairdressers of Saint-Jean and Iberville, formed under decree No. 3011, of November 6th, 1941, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 1443 of October 27, 1948, part "B",

le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 8 novembre 1948 au 8 novembre 1949; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés.

b) Les artisans assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$24.00 (salaire minimum établi dans le décret).

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires et pourcentages.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermement dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire pour la période se terminant le 8 novembre 1949.

COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS-COIFFEURS DE SAINT-JEAN ET D'IBERVILLE

Etat des recettes et des déboursés probables pour la période se terminant le 8 novembre 1949.

Recettes:	
Cotisations: ($\frac{1}{2}$ de 1%)	
Employeurs.....	\$ 64.00
Artisans.....	130.00
Salariés.....	27.00
	\$221.00

in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163, and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from November 8, 1948, to November 8, 1949; it is laid in the following manner.

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and of the percentage paid to their employees.

b) The artisans subject to the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages fixed for the journeyman receiving the lowest pay, namely \$24.00 (minimum wage rate fixed by the decree).

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages and percentages.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms on which shall be indicated the hours of labour, the money collected during the week, and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall see to it that these reports be filled in and returned to the Parity Committee every month.

The professional employer shall retain, at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which it is requireable.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30, and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee for the period ending November 8th, 1949.

THE PARITY COMMITTEE OF THE BARBERS AND HAIRDRESSERS OF ST. JEAN AND IBERVILLE

Estimate of the receipts and disbursements for the period ending November 8th, 1949.

Receipts:	
Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers.....	\$ 64.00
Artisans.....	130.00
Employees.....	27.00
	\$221.00

<i>Déboursés:</i>	
Salaire de l'inspecteur	\$180.00
Frais légaux.	10.00
Vérification des livres.	10.00
Divers.	21.00
	\$221.00

<i>Expenses:</i>	
Salary of the inspector	\$180.00
Legal fees.	10.00
Auditing of books.	10.00
Miscellaneous.	21.00
	\$221.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministre du Travail,
Québec, ce 6 novembre 1948. 23417-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 6, 1948. 23417-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire du Commerce de détail de Granby, établi en exécution du décret numéro 1354 du 13 octobre 1948, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté-en-conseil numéro 1443 du 27 octobre 1948, section "A", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

I. Cotisations

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 23 octobre 1949; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés.

b) Les artisans régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire moyen établi pour l'employé régulier, soit \$24.00 par semaine.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires fixes et pourcentages.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le droit d'exiger l'assentement dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport, accompagné des cotisations, doit être adressé au comité paritaire dans un délai de 10 jours après l'expiration du mois pour lequel ledit rapport est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la Convention Collective, le comité paritaire doit transmettre un rapport trimestriel de ses opérations financières au

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that "Le Comité paritaire du Commerce de détail de Granby", formed under decree number 1354, of October 13, 1948, has been authorized by a by-law approved by Order-in-Council number 1443, of October 27, 1948, part "A", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the mode and rate hereafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* until October 23, 1949; such levy shall be laid as follows:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and percentages paid to their employees.

b) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the average wage established for the regular employee, namely \$24.00 per week.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages and percentages.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms indicating the hours of work, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall see to it that such report be made and forwarded to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee within a delay of 10 days after the expiration of the month for which the said report is requirable.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial

ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Commerce de détail de Granby, pour la période se terminant le 23 octobre 1949.

COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE
DÉTAIL DE GRANBY

Estimé des recettes et des dépenses pour la période se terminant le 23 octobre 1949.

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$1,600.00
Salariés.	1,600.00
	\$3,200.00

Déboursés:

Inspecteur.	\$1,560.00
Frais de déplacement et d'organisation.	360.00
Loyer, téléphone, etc.	400.00
Frais judiciaires et professionnels.	150.00
Jetons de présence.	500.00
Dépenses de bureau, papeterie, timbres.	230.00
	\$3,200.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 6 novembre 1948. 23419-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'industrie de l'automobile de Montréal et du district, établi en exécution du décret numéro 1134, du 1er septembre 1948, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1443 du 27 octobre 1948, section "D", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 11 septembre 1949; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1134, doivent verser au Comité Paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis payés.)

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1134, doivent verser au Comité Paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$45.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1134, doivent verser au Comité Paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1% de leur rémunération (salaire fixe, pourcentages, commissions, allocations ou bonis.)

operations on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of "Le Comité paritaire du Commerce de détail de Granby" for the period ending October 23, 1949.

COMITÉ PARITAIRE DE COMMERCE
DE DÉTAIL DE GRANBY

Estimate of the receipts and disbursements for the period ending October 23, 1949.

Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers.	\$1,600.00
Employees.	1,600.00
	\$3,200.00

Disbursements:

Inspector.	\$1,560.00
Travelling and organization expenses.	360.00
Rent, telephone, etc.	400.00
Judicial and professional fees.	150.00
Office expenses, stationery, postage.	230.00
Meeting.	500.00
	\$3,200.00

GERARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 6, 1948. 23419-0

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Automobile Industry of Montreal and District, formed under decree number 1134 of September 1, 1948, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1443 of October 27, 1948, part "D", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to collect levies from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the following method and rate:

1. Levy

The period of levy extends from the date of publication of the present, by-law in the *Quebec Official Gazette* to September 11, 1949; and applies as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the said decree number 1134, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{4}$ of 1% of their pay-roll (regular wages, bonuses, commissions and percentages) for their employees governed by the decree.

b) The artisans governed by the said decree number 1134, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{4}$ of 1% of the lowest wage rate set in the decree or journeymen, i.e. \$45.00 per week.

c) The employees governed by the said decree number 1134, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{4}$ of 1% of their remuneration (regular wages, bonuses, percentages, commissions and allowances).

2. Mode de Perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité Paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité Paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité Paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité Paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité Paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité Paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile de Montréal et du district, pour la période comprise entre le 11 septembre 1948 et le 11 septembre 1949.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE
DE L'AUTOMOBILE DE MONTRÉAL
ET DU DISTRICT
761, rue Sainte-Catherine O.
Montréal

Etat des recettes et des déboursés probables
pour la période comprise entre le 11 septembre
1948 et le 11 septembre 1949.

Recettes:	
Cotisations ($\frac{1}{4}$ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$27,000.00
Artisans	6,000.00
Salariés	27,000.00
Honoraires d'examen	1,000.00
Recettes diverses	1,000.00
	\$62,000.00

Déboursés:	
Salaires:	
Secrétaire	\$ 3,380.00
Employés de bureau	10,000.00
Inspecteurs	18,200.00
Frais de déplacement:	
Inspecteurs	2,110.00
Administration:	
Loyer du bureau	1,800.00

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which shall be given all the information required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction on the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The levy enacted by the present by-law is payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Upon refusal by a professional employer or an artisan to pay or to give the necessary information, five days' notice is given him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Automobile Industry of Montreal and District for the period between September 11, 1948 and September 11, 1949.

THE JOINT COMMITTEE OF THE AUTOMOBILE
INDUSTRY OF MONTREAL AND DISTRICT
761 W. St. Catherine Street
Montreal

Estimate of the receipts and disbursements for
the period between September 11, 1948 and
September 11, 1949.

Receipts:	
Assessments ($\frac{1}{4}$ of 1%):	
Professional employers	\$27,000.00
Artisans	6,000.00
Employees	27,000.00
Examination fees	1,000.00
Various receipts	1,000.00
	\$62,000.00

Disbursements:	
Salaries:	
Secretary	\$ 3,380.00
Office employees	10,000.00
Inspectors	18,200.00
Travelling expenses:	
Inspectors	2,110.00
Administration:	
Office rent	1,800.00

Frais légaux	4,000.00	Legal fees	4,000.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone et télégrammes	4,500.00	Stationery, printing, postage, tele- phone and telegrams	4,500.00
Ameublement et accessoires de bureau	500.00	Office furniture and equipment	500.00
Vérification des livres	440.00	Auditing	440.00
Assurance et frais de cautionne- ment	250.00	Insurance and fidelity bond	250.00
Frais de déplacement du président et des membres	2,500.00	Travelling expenses of chairman and members	2,500.00
Jetons de présence aux membres du Comité	5,200.00	Committee members' attendance fees	5,200.00
Taxes d'affaires et autres	98.00	Business and other taxes	98.00
Bureau d'examineurs	12,000.00	Board of Examiners	12,000.00
Dépenses diverses et imprévues	2,150.00	Various and unforeseen expenses	2,150.00
	\$67,128.00		\$67,128.00
Déficit estimé pour la période ...	5,128.00	Probable deficit for the period ...	5,128.00

N. B.—Déficit à être comblé par le fonds de réserve actuellement accumulé au montant d'environ \$19,000.00.

N. B.—Deficit to be covered by the reserve fund now accumulated and amounting to around \$19,000.00.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, ce 6 novembre 1948. 23427-o

Department of Labour,
Quebec, November 6, 1948. 23427-o

Voirie

Road

AVIS

NOTICE

La partie de chemin ci-après désignée cessera à l'avenir d'être entretenue par le ministère de la Voirie. Ayant été remplacée par une nouvelle section redressée et améliorée, elle est devenue inutile pour la circulation:

The part of the road hereinafter described shall cease for the future to be maintained by the Department of Roads. Having been replaced by a new, straightened and improved section, it has become useless for traffic:

Chemin Saint-Georges

Saint-Georges Road

Dans la municipalité de Windsor, comté de Richmond:

In the municipality of Windsor, county of Richmond:

Une section de 3320 pieds, au nord du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos 792, 793, 795 et 794.

A section of 3320 feet, north of the new road, on or facing lots Nos. 792, 793, 795 and 794.

Québec, le 19 octobre 1948.

Quebec, October 19, 1948.

Le Ministre de la Voirie,
ANTONIO TALBOT.

ANTONIO TALBOT,
Minister of Roads.

23401-o

23401

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DE MONTREAL — BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens de novembre 1948 — Examinations of November, 1948

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Franceur	Marielle	19	Montréal	Collège Marie de France.
Friedman	Horace	36	Montréal	Université de Montréal.

Montréal, le 26 octobre 1948 — Montreal, October 26, 1948.

Le Secrétaire,
YVON JASMIN,
Secretary.

23372-44-2-o

BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT — BAR OF THE LOWER SAINT LAWRENCE

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Garneau.....	Vincent.		Percé.	Collège Stanislas, Montréal.

Rivière-du-Loup, le 22 octobre 1948. — Rivière-du-Loup, October 22, 1948.

Le Secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent,

LOUIS DUGAL,

23371-44-2-o

Secretary of the Bar of the Lower Saint Lawrence.

BARREAU DE QUÉBEC — BAR OF QUEBEC

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Dussault.	Georges.	23	Québec.	École St-Dominique, École Montcalm, École des Sts-Martyrs, Collège des Jésuites.

Québec, le 30 octobre, 1948 — Quebec, October 30th, 1948.

Le Secrétaire du Barreau de Québec,

ROGER THIBAudeau,

23443-45-2-o

Secretary of the Bar of Quebec.

Erratum

Erratum

QUEBEC BREWERS ASSOCIATION
L'ASSOCIATION DES BRASSERIES DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC BREWERS ASSOCIATION
L'ASSOCIATION DES BRASSERIES DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Au sujet de l'avis publié dans l'édition de la *Gazette officielle de Québec* du 19 juin 1948, (tome 80, N° 25, page 1795, numéro d'annonce 22511), concernant l'association précitée, il faut noter que le secrétaire étant monsieur Henri-Georges Gonthier, ledit avis doit être corrigé ainsi:

Respecting the notice published in the number of the *Quebec Official Gazette* of June 19, 1948 (Vol. 80, No. 25, page 1795) advertisement number 22511) concerning the above association, please note that the Secretary being Mr. Henri-Georges Gonthier, the said notice must be corrected thus:

Le Secrétaire,
H. GEO. GONTHIER.

23402-o

H. GEO. GONTHIER,
Secretary.

23402

Proclamations

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

EUG. Fiset

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi.

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

SALUT :

GREETING.

PROCLAMATION

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.
de la municipalité de la paroisse de St-Elie de Caxton demandant que des biens-fonds situés

ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée par le conseil

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

WHEREAS a petition has been presented to Us by the Council of the municipality of the parish of Saint-Elie de Caxton, requesting that the properties situate in a

dans un territoire non organisé du comté de St-Maurice soient annexés à la municipalité de la paroisse de St-Elie de Caxton;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal à cet effet ont été remplies, et que ledit territoire est dans les conditions exigées par la loi;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 22 septembre 1948, et conformément aux dispositions de l'article 28 du Code municipal, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire comprenant les rangs VIII et IX du canton de Caxton et le gore de Caxton et dont les limites, en référence au cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Elie se décrivent comme suit, à savoir: partant du sommet de l'angle ouest du gore de Caxton étant en même temps le sommet de l'angle sud du canton de Belleau; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres: la ligne séparant le canton de Belleau d'un côté des rangs I, V, VI, VII et VIII du gore de Caxton et du rang IX du canton de Caxton de l'autre côté; la ligne séparative des rangs IX et X du canton de Caxton, la ligne séparative des cantons de Caxton et de Shawinigan jusqu'à l'axe de la décharge du lac Bell, le dit axe de la décharge du lac Bell jusqu'au prolongement de la ligne séparative des rangs VII et VIII du canton de Caxton, le dit prolongement et la dite ligne séparative des rangs VII et VIII du canton de Caxton, la ligne séparant le gore de Caxton d'avec les rangs VII, VI, V, IV, III, II et I du canton de Caxton ou plus précisément le lot D de chacun des rangs VIII, VII et VI, le lot E de chacun des rangs VI et V et le lot D du rang I du gore de Caxton d'un côté des lots 38 de chacun des rangs VII et VI, 37 du rang V, 34 du rang II et 33 du rang I du canton de Caxton de l'autre côté, la dite ligne étant prolongée dans le lac à l'Eau-Claire, enfin la ligne sud-ouest du gore de Caxton jusqu'au point de départ; lequel territoire, provenant d'un territoire non organisé, sera, ensemble avec les chemins, rivières, lacs, cours d'eau ou partie d'iceux compris dans les limites ci-dessus décrites, annexé à la municipalité de la paroisse de St-Elie de Caxton, comté de St-Maurice, telle annexion devant prendre effet à compter de la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOINS, Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce treizième jour d'octobre en l'année mil neuf cent quarante-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la douzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,

23420-0

JEAN BRUCHÉSI.

territory not yet organized of the county of Saint-Maurice be annexed to the municipality of the parish of Saint-Elie de Caxton;

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code to this effect have been fulfilled, and the said territory conforms with the conditions required by law;

WHEREAS it is expedient to grant the said request;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an order dated the 22nd of September, 1948, and in conformity with the provisions of Article 28 of the Municipal Code, We hereby declare that the following territory, to wit:

A territory comprising ranges VIII and IX of the township Caxton and the Gore of Caxton and whereof the limits, with reference to the official cadastre for the parish of Saint-Elie are described as follows, to wit: Starting from the summit of the west corner of the Gore of Caxton being at the same time the summit of the south corner of the township Belleau; thence, passing by the following lines and demarcations successively: the line separating the township Belleau on one side from ranges I, V, VI, VII and VIII of the Gore of Caxton and from range IX of the township Caxton on the other side; the division line of ranges IX and X of the township Caxton, the division line of the townships Caxton and Shawinigan up to the axis of the discharge of Lake Bell, the said axis of the discharge of Lake Bell as far as the prolongation of the division line of ranges VII and VIII of the township Caxton, the said prolongation and the said division line of ranges VII and VIII of the township Caxton, the line separating the Gore of Caxton from ranges VII, VI, V, IV, III, II and I of the township of Caxton or more precisely lot D of each of ranges VIII, VII and VI, lot E of each of ranges VI and V and lot D of range I of the Gore of Caxton on one side from lots 38 of each of ranges VII and VI, 37 of range V, 34 of range II and 33 of range I of the township of Caxton on the other side; the said line being extended into lake "L'Eau Claire", finally the southwest line of the Gore of Caxton up to the starting point; the said territory, derived from a territory not yet organized, to be, together with the roads, rivers, lakes, watercourses or parts of same comprised within the above described limits, annexed to the municipality of the parish of Saint-Elie de Caxton, county of Saint-Maurice, such annexation to take effect as from the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL OF WHICH our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this thirteenth day of October, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-eight and the twelfth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,

Under Secretary of the Province.

23420

Canada,
Province of
Quebec
[L.S.]

EUG. FISET

Canada,
Province of
Quebec
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au de là des mers, défenseur de la Foi.

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominion beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

A nos aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec.

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec:

SALUT.

GREETING.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires. Nous vous convoquons par les présentes pour le DIX-NEUF JANVIER prochain et en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to convoke the Legislative of the Province of Quebec for the dispatch of business. We hereby convene you for the NINETEENTH day of JANUARY next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable Sir EUGENE-MARIE JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Knight, Commander of Our most distinguished Order of Saint Michael and Saint Georges, Lieutenant-Governor of Our said Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le VINGT-SEPTIEME jour d'OCTOBRE, l'an de grâce mil neuf cent quarante-huit et de Notre règne le douzième.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this TWENTY-SEVENTH day of the month of OCTOBER in the year of Our Lord one thousand nine hundred and forty-seven and in the twelfth year of Our Reign.

Par ordre,

By command,

Le Secrétaire de la Chancellerie à Québec,
ANTOINE LEMIEUX.

ANTOINE LEMIEUX,

Clerk of the Crown in Chancery, at Québec.

23404-45-11-0

23404-45-11

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. FISET

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi.

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

SALUT.

GREETING.

PROCLAMATION

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS, { ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée par le conseil de la Municipalité du Canton de Trécesson, demandant que des biens-fonds situés dans un territoire non organisé du comté municipal d'Abitibi, soient annexés à la municipalité du Canton de Trécesson;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal à cet effet ont été remplies, et que ledit territoire est dans les conditions exigées par la loi;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 13 octobre 1948, et conformément aux dispositions de l'article 28 du Code municipal, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. { WHEREAS a petition has been presented to Us by the Council of the Municipality of the Township of Trécesson, requesting that the immoveable properties situate in a territory not yet organized of the municipal county of Abitibi, be annexed to the municipality of the Township of Trécesson;

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code to this effect have been fulfilled and the said territory conforms with the requirements of Law;

WHEREAS it is expedient to grant the said request;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an order dated the 13th of October, 1948, and pursuant to the provisions of Article 28 of the Municipal Code, We hereby declare that the following territory, to wit:

Un territoire comprenant, en référence au cadastre officiel du canton de Villemontel, les lots de 32 à 58 inclusivement du rang X et la partie du lac Beauchamp renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de la ligne séparative des cantons de Figuiery et de Villemontel avec la ligne séparative des rangs IX et X du canton de Villemontel; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres: ladite ligne séparative des rangs IX et X du canton de Villemontel, la ligne séparative des lots 31 et 32 dudit rang X, la ligne séparative des cantons de Trécesson et de Villemontel et son prolongement dans le lac Beauchamp jusqu'au prolongement, dans ledit lac, de la ligne séparative des cantons de Figuiery et de Villemontel, enfin ledit prolongement de la ligne séparative des cantons de Figuiery et de Villemontel et ladite ligne jusqu'au point de départ; lequel territoire, ne provenant d'aucune municipalité locale, sera annexé à la municipalité du Canton de Trécesson comté d'Abitibi, telle annexion devant prendre effet à compter de la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance, et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt et unième jour d'octobre en l'année mil neuf cent quarante-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la douzième.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
23430-o JEAN BRUCHESI.

A territory comprising, with reference to the official cadastre for the township of Villemontel, lots 32 to 58 inclusively of range X and that part of Lake Beauchamp enclosed within the following limits to wit: Starting from the point of intersection of the division line of the townships Figuiery and Villemontel with the division line of ranges IX and X of the township Villemontel; thence, passing by the following lines and demarcations successively: the said division line of ranges IX and X of the township Villemontel, the division line of lots 31 and 32 of said range X, the division line of the townships Trécesson and Villemontel and its prolongation into Lake Beauchamp as far as the prolongation into the said lake of the division line of the townships Figuiery and Villemontel, and finally the said prolongation of the division line of the townships Figuiery and Villemontel and the said line up to the starting point; the said territory, not derived from any local municipality, to be annexed to the municipality of the township of Trécesson, county of Abitibi, such annexation to take effect as from the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major Général the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-first day of October in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty-eight, and the twelfth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,
23430 Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

LAKE DUFALT MINES LIMITED
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Lake Dufault Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec en date du 25 octobre 1937, et ayant son siège social et principale place d'affaires jusqu'à la date de cet avis en la ville de Duparquet, dans le comté d'Abitibi, Québec, a transporté son siège social et principale place d'affaires au numéro 155 Septième rue, dans la ville de Noranda, Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau en la ville de Noranda sera considéré par la compagnie comme étant le siège social et principale place d'affaires de la compagnie.

Daté à Toronto, le 21 octobre 1948.

LAKE DUFALT MINES LIMITED,
(Libre de responsabilité personnelle),
Le Secrétaire,
23424 A. G. FULTON.

Head Offices

LAKE DUFALT MINES LIMITED
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Lake Dufault Mines Limited" (No Personal Liability) incorporated in the Province of Quebec by Letters Patent granted on the 25th day of October, 1937, and having its head office and chief place of business up to the date of this notice at the Town of Duparquet, in the County of Abitibi, Quebec, has moved its head office and chief place of business to number 155 Seventh Street, in the Town of Noranda, Quebec.

From and after the date of this notice the said office at the Town of Noranda shall be considered by the company as being the head office and chief place of business of the Company.

Dated at Toronto this 21st day of October, 1948.

LAKE DUFALT MINES LIMITED,
(No Personal Liability),
A. G. FULTON,
23424-o Secretary.

Avis est donné que la compagnie "Forest Homes Limited" constituée en corporation par Lettres patentes datées du 5ième jour de juillet 1948 et ayant son bureau principal dans la cité de Ville Mont-Royal, à établir son bureau au numéro 600, rue Abercorn, Ville Mont-Royal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Ville Mont-Royal, ce 25ième jour d'octobre 1948.

23407-o Le Président,
CHARLES FOREST.

Notice is given that the company "Forest Homes Limited", incorporated by letters patent dated the 5th day of July, 1948, and having its head office in the Town of Mount Royal, has established its office at number 600 Abercorn Street, Town of Mount-Royal.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at the Town of Mount-Royal, this 25th day of October, 1948.

23407 CHARLES FOREST,
President.

Soumissions

Province de Québec

CITÉ DE SAINT-HYACINTHE

Avis public est par les présentes donné, que des soumissions cachetées marquées sur l'enveloppe "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, à l'hôtel de ville de la Cité de Saint-Hyacinthe, 700 rue de l'Hôtel de Ville, Saint-Hyacinthe, jusqu'à huit heures de l'après-midi, le 22 novembre 1948 pour l'achat d'obligations au montant de \$695,000.00 remboursables en séries vingt ans, datées du premier juillet 1948 et émises sous l'autorité du règlement d'emprunt N° 652 de la cité de Saint-Hyacinthe, comté de Saint-Hyacinthe.

Lesdites soumissions devront mentionner le taux d'intérêt desdites obligations au choix du soumissionnaire, lequel taux ne devra pas cependant excéder 3½% et le taux offert peut être le même ou peut varier suivant les échéances. L'intérêt sera payable semi-annuellement. Le tableau d'amortissement est le suivant:

<i>Le premier juillet des années</i>	<i>Rachat annuel</i>
1949	\$30,000.00
1950	30,000.00
1951	30,000.00
1952	30,000.00
1953	30,000.00
1954	35,000.00
1955	35,000.00
1956	35,000.00
1957	35,000.00
1958	35,000.00
1959	37,000.00
1960	37,000.00
1961	37,000.00
1962	37,000.00
1963	37,000.00
1964	37,000.00
1965	37,000.00
1966	37,000.00
1967	37,000.00
1968	37,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à St-Hyacinthe, ou à tout autre endroit qui pourra être déterminé par résolution du conseil.

Lesdites obligations pourront, en vertu de l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, à toute date d'échéance d'intérêt, au pair; cependant si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Tenders

Province of Quebec

CITY OF SAINT-HYACINTHE

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, at the City Hall of the City of Saint-Hyacinthe, 700 Hôtel de Ville street, Saint-Hyacinthe, up to eight o'clock in the evening of the 22nd of November, 1948, for the purchase of bonds to the amount of \$695,000 redeemable serially in twenty years, dated the first of July, 1948, and issued under authority of the Loan By-law No. 652 of the City of Saint-Hyacinthe, county of Saint-Hyacinthe.

The said tenders shall mention the rate of interest on the said bonds at the option of the tenderer, the said rate of interest, however, shall not exceed 3½% and the rate offered may be the same or may vary according to maturities. Interest will be payable semi-annually. The table of redemption is as follows:

<i>The first of July of the years</i>	<i>Annual redemption</i>
1949	\$30,000.00
1950	30,000.00
1951	30,000.00
1952	30,000.00
1953	30,000.00
1954	35,000.00
1955	35,000.00
1956	35,000.00
1957	35,000.00
1958	35,000.00
1959	37,000.00
1960	37,000.00
1961	37,000.00
1962	37,000.00
1963	37,000.00
1964	37,000.00
1965	37,000.00
1966	37,000.00
1967	37,000.00
1968	37,000.00

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at St-Hyacinthe, or at any other place that may be decided by resolution of the Council.

The said bonds may be redeemed by anticipation, at par, in whole or in part, on any interest payment date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Les soumissions seront prises en considération à la séance spéciale du conseil de la Cité de Saint-Hyacinthe qui sera tenue le 22 novembre 1948, à huit heures du soir, en l'hôtel de ville de ladite cité.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

L'intérêt couru sur les obligations devra s'ajouter au prix offert au moment de la livraison.

Le conseil de la Cité de Saint-Hyacinthe se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Hyacinthe, ce troisième jour du mois de novembre mil neuf cent quarante-huit.

Le Greffier,
M.-A. DAVID.

23433-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE ST-ÉTIENNE-
DE-LA-MALBAIE, (VILLAGE DE LA MALBAIE),
COMTÉ DE CHARLEVOIX

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 5 heures de l'après-midi, lundi le 22 novembre 1948, pour l'achat de \$108,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de St-Étienne-de-la-Malbaie, comté de Charlevoix, datées du 1er novembre 1948 et remboursables en séries du 1er novembre 1949 au 1er novembre 1958 inclusivement, avec intérêts au taux de 3% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$108,000.00 —
3% — 10 ans

Année	Capital
1er novembre 1949	x \$13,000.00
1er novembre 1950	x 13,500.00
1er novembre 1951	x 14,000.00
1er novembre 1952	x 14,500.00
1er novembre 1953	x 15,000.00
1er novembre 1954	x 15,000.00
1er novembre 1955	5,500.00
1er novembre 1956	5,500.00
1er novembre 1957	6,000.00
1er novembre 1958	6,000.00

Les x indiquent les versements d'un octroi au montant total de \$60,000.00 promis par le Secrétaire de la province et payable en six versements annuels de \$10,000.00 chacun.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à La Malbaie.

Lesdites obligations pourront, en vertu des dispositions du chapitre 212, Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles pour la

Tenders will be taken into consideration at a special meeting of the Council of the City of Saint-Hyacinthe, to be held on the 22nd of November, 1948, at eight o'clock in the evening, in the City Hall of the said City.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan.

Accrued interest on the bonds to time of their delivery must be added to the price offered.

The Council of the City of Saint-Hyacinthe does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Saint-Hyacinthe, this third day of the month of November, one thousand nine hundred and forty-eight.

M. A. DAVID,
Clerk.

23433

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
SCHOOL MUNICIPALITY OF ST-ÉTIENNE-
DE-LA-MALBAIE, (VILLAGE OF LA MALBAIE),
COUNTY OF CHARLEVOIX

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to five o'clock in the afternoon, Monday the 22nd day of November, 1948, for the purchase of \$108,000.00 of bonds of the School Commissioners for the School Municipality of St-Étienne-de-la-Malbaie, county of Charlevoix, dated the 1st of November, 1948, and redeemable serially from the 1st of November, 1949, to the 1st of November, 1958, inclusively, with interest at the rate of 3% per annum, payable semi-annually the 1st of May and 1st of November of each year. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption — \$108,000.00 —
3% — 10 years

Year	x Capital
1st November, 1949	x \$13,000.00
1st November, 1950	x 13,500.00
1st November, 1951	x 14,000.00
1st November, 1952	x 14,500.00
1st November, 1953	x 15,000.00
1st November, 1954	x 15,000.00
1st November, 1955	5,500.00
1st November, 1956	5,500.00
1st November, 1957	6,000.00
1st November, 1958	6,000.00

The letter x indicates payments of a grant to the total amount of \$60,000.00 promised by the Provincial Secretary and payable in six annual instalments of \$10,000.00 each.

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at La Malbaie.

The said bonds may be redeemed by anticipation, at par, on any interest payment date, under the provisions of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners for the

municipalité scolaire de St-Etienne-de-la-Malbaie devant être tenue le 22 novembre 1948, à 8 heures du soir, à la salle de l'Ecole Supérieure du village.

Les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de St-Etienne-de-la-Malbaie se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

La Malbaie, comté de Charlevoix, ce 4 novembre 1948.

Le Secrétaire-trésorier,
BUIE LE MOINE.

23434-0

School Municipality of St-Etienne-de-la-Malbaie, to be held on the 22nd of November, 1948, at 8 o'clock in the evening, in the village High School Hall (Salle de l'Ecole Supérieure).

The School Commissioners for the School Municipality of St-Etienne-de-la-Malbaie do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

La Malbaie, county of Charlevoix, this 4th day of November, 1948.

BUIE LE MOINE,
Secretary-treasurer.

23434

Province de Québec

VILLE DE MONTRÉAL-SUD
(COMTÉ DE CHAMBLY)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 4 heures de l'après-midi, mercredi le 24 novembre 1948, pour l'achat de \$95,000 d'obligations de la corporation municipale de la ville de Montréal-Sud, datées du 1er octobre 1948 et remboursables en séries du 1er octobre 1949 au 1er octobre 1968 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt offert peut être le même ou peut varier selon les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$95,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er octobre 1949	\$3,500.00
1er octobre 1950	3,500.00
1er octobre 1951	3,500.00
1er octobre 1952	3,500.00
1er octobre 1953	4,000.00
1er octobre 1954	4,000.00
1er octobre 1955	4,000.00
1er octobre 1956	4,000.00
1er octobre 1957	4,500.00
1er octobre 1958	4,500.00
1er octobre 1959	5,000.00
1er octobre 1960	5,000.00
1er octobre 1961	5,000.00
1er octobre 1962	5,500.00
1er octobre 1963	5,500.00
1er octobre 1964	5,500.00
1er octobre 1965	6,000.00
1er octobre 1966	6,000.00
1er octobre 1967	6,000.00
1er octobre 1968	6,500.00

Province of Quebec

TOWN OF MONTREAL-SOUTH
(COUNTY OF CHAMBLY)

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned until 4 o'clock in the afternoon, Wednesday, the 24th day of the month of November 1948, for the purchase of an issue of \$95,000 of bonds of the municipal corporation of the Town of Montreal-South, dated October 1st, 1948 and redeemable serially from October 1st, 1949 to October 1st, 1968 inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually on the 1st of April and on the 1st of October of each year. The rate of interest may be the same or may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$95,000.00 — 20 years

Year	Capital
October 1st, 1949	\$3,500.00
October 1st, 1950	3,500.00
October 1st, 1951	3,500.00
October 1st, 1952	3,500.00
October 1st, 1953	4,000.00
October 1st, 1954	4,000.00
October 1st, 1955	4,000.00
October 1st, 1956	4,000.00
October 1st, 1957	4,500.00
October 1st, 1958	4,500.00
October 1st, 1959	5,000.00
October 1st, 1960	5,000.00
October 1st, 1961	5,000.00
October 1st, 1962	5,500.00
October 1st, 1963	5,500.00
October 1st, 1964	5,500.00
October 1st, 1965	6,000.00
October 1st, 1966	6,000.00
October 1st, 1967	6,000.00
October 1st, 1968	6,500.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Montréal-Sud.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêt, en vertu des dispositions du chapitre 212, Statuts Refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le 24

Capital and interest are payable at the Bank mentioned in the loan procedure, in Montreal, in Quebec or in Montreal-South.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed shall be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery, is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a sitting of the council to be held on the 24th

novembre 1948, à 8 heures et demie de l'après-midi, à la salle de l'hôtel de ville de Montréal-Sud.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Montréal-Sud, comté de Chambly, ce 27 octobre 1948.

Le Secrétaire-trésorier,
Y. SAURETTE.

23432-o

Province de Québec

VILLE DE WINDSOR
(Comté de Richmond)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 5 heures de l'après-midi, lundi le 22 novembre 1948, pour l'achat de \$55,000.00 d'obligations de la ville de Windsor, comté de Richmond datées du 1er novembre 1948 et remboursables en séries du 1er novembre 1949 au 1er novembre 1968 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt offert peut être le même ou peut varier selon les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$55,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1949.	\$2,500.00
1er novembre 1950.	2,500.00
1er novembre 1951.	2,500.00
1er novembre 1952.	2,500.00
1er novembre 1953.	2,500.00
1er novembre 1954.	2,500.00
1er novembre 1955.	2,500.00
1er novembre 1956.	2,500.00
1er novembre 1957.	2,500.00
1er novembre 1958.	2,500.00
1er novembre 1959.	3,000.00
1er novembre 1960.	3,000.00
1er novembre 1961.	3,000.00
1er novembre 1962.	3,000.00
1er novembre 1963.	3,000.00
1er novembre 1964.	3,000.00
1er novembre 1965.	3,000.00
1er novembre 1966.	3,000.00
1er novembre 1967.	3,000.00
1er novembre 1968.	3,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Windsor.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêt, en vertu des dispositions du chapitre 212, Statuts Refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le 22 novembre 1948 à 8 heures de l'après-midi, au bureau de la corporation de la ville de Windsor.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

day of the month of November 1948, at 8.30 o'clock in the afternoon, at the Town-Hall of Montreal-South.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Montreal-South, county of Chambly, this 27th day of the month of October 1948.

Y. SAURETTE,
Secretary-Treasurer.

23432-o

Province of Quebec

TOWN OF WINDSOR
(County of Richmond)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds", will be received by the undersigned up to five o'clock in the afternoon, Monday the 22nd day of November, 1948, for the purchase of \$55,000 of bonds of the Town of Windsor, county of Richmond, dated the 1st of November 1948, and redeemable serially from the 1st of November, 1949, to the 1st of November, 1968 inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually the 1st of May and 1st of November of each year. The rate of interest offered may be the same or may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$55,000.00 — 20 years

Year	Capital
November 1st, 1949.	\$2,500.00
November 1st, 1950.	2,500.00
November 1st, 1951.	2,500.00
November 1st, 1952.	2,500.00
November 1st, 1953.	2,500.00
November 1st, 1954.	2,500.00
November 1st, 1955.	2,500.00
November 1st, 1956.	2,500.00
November 1st, 1957.	2,500.00
November 1st, 1958.	2,500.00
November 1st, 1959.	3,000.00
November 1st, 1960.	3,000.00
November 1st, 1961.	3,000.00
November 1st, 1962.	3,000.00
November 1st, 1963.	3,000.00
November 1st, 1964.	3,000.00
November 1st, 1965.	3,000.00
November 1st, 1966.	3,000.00
November 1st, 1967.	3,000.00
November 1st, 1968.	3,000.00

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Windsor.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest payment date, under authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on the 22nd of November, 1948, at 8 o'clock in the evening, at the office of the Corporation of the Town of Windsor.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Windsor, comté de Richmond, ce 4 novembre 1948.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-A. LAGASSÉ.

23435-o

Province de Québec

CITÉ DE DRUMMONDVILLE
(Comté de Drummond)

Windsor, county of Richmond, this 4th day of November, 1948.

J. A. LAGASSÉ,
Secretary-Treasurer.

23435

Province of Quebec

CITY OF DRUMMONDVILLE
(County of Drummond)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, à son bureau, 224 rue Hériot, Drummondville, jusqu'à 7.30 heures de l'après-midi, le 22 novembre 1948, pour l'achat d'obligations au montant de \$440,000 remboursables en séries vingt ans, datées du 1er décembre 1948. Lesdites soumissions devront mentionner le taux d'intérêt desdites obligations au choix du soumissionnaire, lequel taux ne devra pas cependant excéder 3½% et le taux offert peut être le même ou peut varier suivant les échéances.

Tableau d'amortissement — \$440,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er décembre 1949	\$ 6,500.00
1er décembre 1950	8,500.00
1er décembre 1951	10,000.00
1er décembre 1952	13,500.00
1er décembre 1953	15,000.00
1er décembre 1954	14,500.00
1er décembre 1955	17,000.00
1er décembre 1956	17,000.00
1er décembre 1957	17,500.00
1er décembre 1958	18,000.00
1er décembre 1959	18,000.00
1er décembre 1960	19,500.00
1er décembre 1961	19,500.00
1er décembre 1962	20,500.00
1er décembre 1963	21,000.00
1er décembre 1964	22,000.00
1er décembre 1965	23,000.00
1er décembre 1966	24,000.00
1er décembre 1967	23,500.00
1er décembre 1968	111,500.00

Des soumissions seront également reçues pour le même montant de \$440,000 d'obligations remboursables en séries quinze ans, d'après le tableau ci-dessus, avec un solde de \$225,000.00 échéant en 1963.

Le capital et les intérêts seront payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec, ou à Drummondville, au choix du porteur.

Lesdites obligations pourront sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt, fait à l'ordre de la Cité de Drummondville, et devra spécifier si le prix offert comprend ou non les intérêts accrus, sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et prises en considération à la séance régulière du conseil qui se tiendra le 22 novembre 1948, à huit heures de l'après-midi, à l'Hôtel de Ville, à Drummondville.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Drummondville, comté de Drummond, ce 2 novembre 1948.

Le Greffier,
MARCEL MARIER.

23431-o

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, at his office 224 Hériot Street, Drummondville, until 7.30 o'clock in the evening, on the 22nd of November, 1948, for the purchase of bonds to the amount of \$440,000.00, redeemable serially in twenty years, dated the 1st of December, 1948. The said tenders must mention the rate of interest on said bonds at the option of the tenderer, such rate, however, must not exceed 3½% and the rate offered may be the same or may vary according to maturities.

Table of Redemption — \$440,000.00 — 20 years

Year	Capital
December 1st, 1949	\$ 6,500.00
December 1st, 1950	8,500.00
December 1st, 1951	10,000.00
December 1st, 1952	13,500.00
December 1st, 1953	15,000.00
December 1st, 1954	14,500.00
December 1st, 1955	17,000.00
December 1st, 1956	17,000.00
December 1st, 1957	17,500.00
December 1st, 1958	18,000.00
December 1st, 1959	18,000.00
December 1st, 1960	19,500.00
December 1st, 1961	19,500.00
December 1st, 1962	20,500.00
December 1st, 1963	21,000.00
December 1st, 1964	22,000.00
December 1st, 1965	23,000.00
December 1st, 1966	24,000.00
December 1st, 1967	23,500.00
December 1st, 1968	111,500.00

Tenders will also be received for the same amount of \$440,000.00 of bonds redeemable serially after fifteen years, according to the above table, with a payment of \$225,000.00, maturing in 1963.

Capital and interest shall be payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, at Quebec or at Drummondville, at the option of bearer.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest payment date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan, made to the order of the City of Drummondville, and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

The tenders shall be opened and taken into consideration at the regular meeting of the Council to be held on November 22, 1948, at eight o'clock in the evening, at the City Hall, at Drummondville.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Drummondville, county of Drummond, November 2, 1948.

MARCEL MARIER,
Clerk.

23431

Ventes pour taxes

Sales for Taxes

Province de Québec

Province of Quebec

LA VILLE SAINT-LAURENT
COMTÉ JACQUES-CARTIERTHE TOWN OF ST. LAURENT
COUNTY OF JACQUES-CARTIER

Avis public est par les présentes donné que les propriétés, ci-dessous décrites, situées dans la Ville Saint-Laurent, seront vendues à l'enchère publique, au bureau de l'Hôtel-Ville, 14 rue de l'Église, Ville Saint-Laurent, JEUDI, le VINGT-CINQUIÈME jour de NOVEMBRE mil neuf cent quarante-huit, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêt, plus les frais encourus ou qui pourront être encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Public notice is hereby given that the properties described hereunder, situate in the Town of St. Laurent, will be sold by Public Auction, at the office of the Town Hall, 14 de l'Église street, Town of St. Laurent, on THURSDAY the TWENTY-FIFTH day of NOVEMBER, nineteen hundred and forty-eight, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the municipal and school taxes with interest, plus the costs which have been or may be incurred, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre Cadastral	Subdivisions.
Ross, A. Vve-Wid. & Al	242	634a
Pinfold, F. W.	254	138
Serbin, Geo.	254	192, 193, 194, 195.
	Avec bâtisse dessus construite — With building thereon erected.	
Tompkins, F.	242	214
MacDonald, Rev. D.	241	234

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la Paroisse Saint-Laurent et situés dans la Ville Saint-Laurent.

The above immovables are all on the plan and in the book of reference of the Parish of St. Laurent and situated in the Town of St. Laurent.

Donné à Ville Saint-Laurent, ce vingt-sixième jour d'octobre mil neuf cent quarante-huit (26 octobre 1948.)

Given at Town of St. Laurent, this twenty-sixth day of October nineteen hundred and forty-eight. (October 26th, 1948.)

Le Greffier,
LUCIEN TOUPIN.

LUCIEN TOUPIN
Clerk.

Province de Québec

Province of Quebec

LA CORPORATION DE LA VILLE DE ST-TITE

TOWN OF ST TITE

Avis public est, par les présentes, donné que les propriétés décrites comme ci-dessous, seront vendues aux enchères publiques, en la Salle de l'Hôtel de Ville, en la Ville de St-Tite, dans le district des Trois-Rivières, LUNDI, le SIXIÈME jour du mois de DÉCEMBRE mil neuf cent quarante-huit, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales mentionnées au dit état et les frais qui seront subséquemment encourus pour toutes procédures ultérieures à ce jour, à moins que les dites taxes et frais ne soient plus tôt payés.

Public notice is hereby given, that the properties described in the hereunder statement will be sold by Public Auction, in the Assembly Room, at the Town of St-Tite, district of Trois-Rivières, on MONDAY the SIXTH day of DECEMBER, one thousand, nine hundred and forty-eight, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the paiement of the municipal taxes mentioned in said statement, and the costs which shall subsequently be incurred for all further proceeding, unless the said taxes and costs be sooner paid.

N° 1. Comme appartenant à Charles Lavoie: Un emplacement situé en la Ville de St-Tite, faisant partie du lot numéro deux cent vingt-cinq (Pt 225) du cadastre officiel de St-Tite, mesurant quarante-cinq pieds de largeur sur cent quinze pieds de profondeur, borné en front à vingt-six pieds de la ligne du lot numéro deux cent quatorze, en profondeur et d'un côté à Réal Périgny et de l'autre côté, partie à Réal Périgny et partie à Emile Gingras et partie à Adrien Léveillé, sans bâtisse: Taxes Municipales: \$4.80; Intérêts: 0.70. Total: 5.50.

No. 1. As belonging to Charles Lavoie.—A lot of land situate in the town of St-Tite, being part of the lot number two hundred and twenty-five (Pt 225) on the official cadastre of St-Tite, measuring forty-five feet in width, on one hundred and fifteen feet in depth, bounded in front to twenty-six feet to the line of number two hundred and fourteen, in depth and on one side to Réal Périgny, and the other side part to Réal Périgny, part to Emile Gingras and part to Adrien Léveillé, without building. Municipal taxes: \$4.80; Interest: 0.70. Total: \$5.50.

N° 1. Comme appartenant à Arthur L'Heureux & Al.—Un emplacement situé en la Ville de St-Tite, faisant partie du lot numéro deux

No. 2. As belonging to Arthur L'Heureux & Al. A lot of land situate in the town of St-Tite, being part of the lot number two hundred and

cent quatorze (Pt 214) du cadastre officiel de St-Tite, mesurant cinq perches de largeur sur sept perches de profondeur, borné en front à la rue St-Luc, en profondeur à Odilon Veillette, d'un côté à Armand L'Heureux et de l'autre côté partie à Dame Horace Lafontaine et partie à Dame Aimé Beaupré sans bâtisse. Taxes Municipales: \$4.80; Intérêts: 0.70. Total: \$5.50

Donné en la Ville de St-Tite, ce vingt-huitième jour du mois d'octobre mil neuf cent quarante-huit.

Le Secrétaire-Trésorier,
23405-45-2-o J. PAUL-EMILE TOURIGNY.

fourteen (Pt 214) on the official cadastre of St-Tite, measuring five perches in width, on seven perches in depth, bounded in front by the street St-Luc, in depth to Odilon Veillette, on one side by Armand L'Heureux, and on the other side, part by Dame Horace Lafontaine and part by Dame Aimé Beaupré, without buildings. Municipal taxes: \$4.80; Interest: 0.70. Total: \$5.50.

Given in the Town of St-Tite, this twenty-eighth day of October, one thousand nine hundred and forty-eight.

J. PAUL-EMILE TOURIGNY,
23405-45-2-o Secretary-Treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

RICHELIEU

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure du district de Montréal
N° 263654. } RENE GRIGNON, médecin-chirurgien, des cité et district de Montréal, demandeur, vs PAUL EMILE JODOIN, de St-Amable, district de Richelieu, comté de Verchères, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:
Un terrain situé en la paroisse de St-Amable, au rang "Les Trente", composé de: A. Une partie des lots nos trois cent soixante-dix-sept et trois cent quatre-vingt-un (pties 377 et 381) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Julie, bornée au sud-est au chemin de front du rang "Les Trente", au nord-ouest au résidu des dits lots nos 377 et 381 appartenant à Léon Prévost, d'un côté au sud-ouest à partie du lot no 376 appartenant à Xavier Dulpé et d'autre côté au nord-est au terrain ci-après décrit; B. Une partie du lot no trois cent quatre-vingt-deux (ptie 382) aux susdits plan et livre de renvoi officiels, bornée au sud-est au chemin de front du rang "Les Trente", au nord-ouest aux terres de Varennes, d'un côté au sud-ouest au terrain ci-dessus décrit et à partie du lot no 381 appartenant à Léon Prévost, et d'autre côté au nord-est au lot no 383 appartenant à Philias Beauchemin. Le dit terrain mesurant environ quarante-deux arpents et cinquante perches en superficie; avec bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Amable, comté de Verchères, MERCREDI, le 17 NOVEMBRE, 1948, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Sorel, le 13 octobre 1948.
[Première insertion, le 16 octobre 1948]

Le Shérif,
R. PAQUIN.
23259-42-2-o

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
Cour de Magistrat
Canada, Province de Québec, District de Roberval, N° 2435, actuellement de canton Racine, défendeur.

SHERIFF'S SALE

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

RICHELIEU

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court of the district of Montreal
No. 263654. } RENE GRIGNON, physician and surgeon, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs PAUL EMILE JODOIN, of St-Amable, district of Richelieu, county of Verchères, defendant.

As belonging to the defendant:
A lot of land situate in the parish of St-Amable, in the "Les Trente" range, composed of: A. A part of lots numbers three hundred and seventy-seven and three hundred and eighty-one (Pts 377 and 381) on the official plan and in the book of reference for the parish of Ste-Julie, bounded on the southeast by the front road of "Les Trente" range, on the northwest by the residue of said lots Nos 377 and 381 belonging to Léon Prévost, on one side to the southwest by a part of lot No. 376 belonging to Xavier Dulpé and on the other side to the northeast by the lot of land hereinafter described; B) A part of lot number three hundred and eighty-two (Pt. 382) on the aforesaid official plan and book of reference, bounded on the southeast by the front road of "Les Trente" range, on the northwest by the lands of Varennes, on one side to the southwest by the land above described and by a part of lot No. 381 belonging to Léon Provost, and on the other side to the northeast by lot No. 383 belonging to Philias Beauchemin. The said lot of land measuring about forty-two arpents and fifty perches in superficial area — with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of St-Amable, county of Verchères, on WEDNESDAY, the SEVENTEENTH day of NOVEMBER, 1948, at TWO o'clock in the afternoon.

R. PAQUIN,
Sheriff's Office,
Sorel, October 13, 1948.
[First insertion, October 16, 1948]

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
Magistrate's Court
Canada, Province of Québec, District of Roberval, N° 2435, actually of the township Racine, defendant.

Comme appartenant au défendeur, Tous les droits que le défendeur a ou peut avoir sur le lot de terre numéro quatorze (14) rang six (6) canton Racine, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de canton Racine, comté de Roberval, province de Québec, le MARDI SEPTIEME (7) jour de DÉCEMBRE mil neuf cent quarante-huit (1948), à DEUX (2) heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Palais de Justice, ANTOINE TREMBLAY.
Roberval, ce 3 novembre 1948. 23444-45-2-o
[Première insertion, 6 novembre 1948]

Fieri Facias de Terris
Cour de Magistrat

Canada, { H. D. BRASSARD,
Province de Québec, { H. médecin de Ro-
District de Roberval, { berval, demandeur; vs
N° 10592. { HUBERT TREMBLAY
de Sainte-Jeanne d'Arc, défendeur.

Le lot de terre ou ferme connu et désigné sous le numéro dix (10) rang six (6) canton Dolbeau, dont voici description: Borné au nord-ouest par la ligne entre les rangs six (6) et sept (7), au nord-est par le lot numéro onze (11), au sud-est par un chemin public et au sud-ouest par une route, mesurant treize (13) chaînes de largeur sur quatre-vingt (80) chaînes et quatre-vingt (80) mailles de profondeur et contenant cent-cinq (105) acres à superficie, le tout avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Jeanne d'Arc, comté de Roberval, province de Québec, le MARDI SEPTIEME jour de DÉCEMBRE (7) mil neuf cent quarante-huit, à ONZE (11) heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Palais de Justice, ANTOINE TREMBLAY.
Roberval, ce 3 novembre 1948. 23445-45-2-o
[Première insertion, 6 novembre 1948]

As belonging to the defendant: All the rights which the defendant has or may have on the lot of land number fourteen (14), range six (6) township Racine, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the township of Racine, county of Roberval, Province of Quebec, on TUESDAY the SEVENTH (7th) day of DECEMBER, one thousand nine hundred and forty-eight (1948), at TWO (2) o'clock of the afternoon.

Sheriff's Office, ANTOINE TREMBLAY,
Court House, Sheriff.
Roberval, November 3, 1948. 23444-45-2
[First insertion, November 6, 1948]

Fieri Facias de Terris
Magistrate's Court

Canada, { H. D. BRASSARD,
Province of Quebec, { H. physician, of Ro-
District of Roberval, { berval, plaintiff; vs HU-
No. 10592. { BERT TREMBLAY, of
Sainte-Jeanne d'Arc, defendant.

The lot of land of farm known and designated as number ten (10) of range six (6) township Dolbeau, described as follows: Bounded on the northwest by the line between ranges six (6) and seven (7), on the northeast by lot number eleven (11), on the southeast by a public road and on the southwest by a by-road, measuring thirteen (13) chains in width by eighty (80) chains and eighty (80) links in depth and containing a superficial area of one hundred and five (105) acres, the whole with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold, at the church door of the parish of Sainte-Jeanne d'Arc, county of Roberval, Province of Quebec, on TUESDAY the SEVENTH day of DECEMBER (7th), one thousand nine hundred and forty-eight at ELEVEN o'clock (11) in the forenoon.

Sheriff's Office, ANTOINE TREMBLAY,
Court House, Sheriff.
Roberval, November 3, 1948. 23445-45-2
[First insertion, November 6, 1948]

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 45

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Montreuil vs Delisle	2829
Trudeau vs Germain	2829

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2813

AVIS DIVERS:

Association of Employees of the Paint Industry (Formation)	2829
Buckingham Ville, syndics d'écoles de la municipalité dissidente de (Correction)	2831
Conseil Supérieur des Travailleurs Unis de Plessisville (Existence corporative terminée)	2831
Continental Diamond Drilling and Exploration Company Limited (Vente d'actions)	2833
La Caisse Populaire Desjardins de St-Jean-Baptiste de Grand'Mère (Fondation)	2829

Index of the Quebec Official Gazette, No. 45

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Montreuil vs Delisle	2829
Trudeau vs Germain	2829

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

2813

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association of Employees of the Paint Industry (Formation)	2829
Buckingham Ville, School Trustees for the Dissident Municipality of (Correction)	2831
Conseil Supérieur des Travailleurs Unis de Plessisville (Corporate existence terminated)	2831
Continental Diamond Drilling and Exploration Company Limited (Sale of shares)	2833
La Caisse Populaire Desjardins de St-Jean-Baptiste de Grand'Mère (Foundation)	2829

Lake Dufault Mines Limited (Directeurs)	2832	Lake Dufault Mines Limited (Directeurs)	2832
Lake Dufault Mines Limited (Règlement)	2832	Lake Dufault Mines Limited (By-law)	2832
Le Foyer Coopératif de L'Assomption (Fondation)	2832	Le Foyer Coopératif de L'Assomption (Fondation)	2832
Les Expéditeurs de Pommes de Missisquoi (Fondation)	2830	Les Expéditeurs de Pommes de Missisquoi (Fondation)	2830
Le Syndicat des Employés de Canadian Brasseries, Inc. (Existence corporative terminée)	2830	Le Syndicat des Employés de Canadian Brasseries, Inc. (Corporate existence terminated)	2830
Peel Building Corporation (Directeurs)	2830	Peel Building Corporation (Directors)	2830
Quebec Industrial Relations Institute (Règlement spécial)	2830	Quebec Industrial Relations Institute (Special by-law)	2830
Syndicat Catholique et National des Employés de la Filature de Joliette (Formation)	2831	Syndicat Catholique et National des Employés de la Filature de Joliette (Formation)	2831
United Asbestos Corporation Limited (Directeurs)	2831	United Asbestos Corporation Limited (Directors)	2831
BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:		BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:	
Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochain session	2833	Concerning to private bills to be introduced during the coming session.	2833
CHARTES — ABANDON DE:		CHARTERS — SURRENDER OF:	
Renards du Nord de Charlevoix, Incorporée.	2833	Renards du Nord de Charlevoix, Incorporée.	2833
Trinity Building Limited	2834	Trinity Building Limited	2834
COMMISSION MUNICIPALE DE QUÉBEC:		QUEBEC MUNICIPAL COMMISSION:	
Liste des commissions scolaires dont les obligations seront échangées.	2834	List of school commissions whose bonds or debentures will be exchanged.	2834
DEMANDES A LA LÉGISLATURE:		APPLICATIONS TO LEGISLATURE:	
Forget, Dame Marie-Thérèse	2837	Forget, Dame Marie-Thérèse	2837
La Compagnie des Filles de la Charité de Saint Vincent de Paul	2836	The Company of the Daughters of Charity of St. Vincent de Paul	2836
Succession Alphonse Amédée Miville Dechaine alias Dechène.	2836	Estate of Alphonse Amédée Miville Dechaine alias Dechène.	2836
DÉPARTEMENTS — AVIS DES:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
AGRICULTURE:		AGRICULTURE:	
Société Coopérative Agricole d'Amélioration des Terres de St-François-Xavier-de-Brompton	2837	Société Coopérative Agricole d'Amélioration des Terres de St-François-Xavier-de-Brompton	2837
Société Coopérative Agricole de l'Île d'Orléans	2837	Société Coopérative Agricole de l'Île d'Orléans	2837
INSTRUCTION PUBLIQUE:		EDUCATION:	
Chester-Est, munic. scolaire de	2838	Chester-East, school munic. of	2838
La Corne, munic. scolaire de	2838	La Corne, school munic. of	2838
Laforce, munic. scolaire de	2838	Laforce, school munic. of	2838
St-Charles, munic. scolaire de la paroisse de	2838	St-Charles, school munic. of the parish of	2838
St-Colomb de Sillery, munic. scolaire de	2839	St-Colomb de Sillery, school munic. of	2839
St-Gérard, munic. scolaire de	2838	St-Gérard, school munic. of	2838
St-Jérôme, munic. scolaire de la paroisse de	2839	St-Jérôme, school munic. of the parish of	2839
St-Thomas, munic. scolaire de	2837	St-Thomas, school munic. of	2837
TERRES ET FORÊTS:		LANDS AND FORESTS:	
Mont-Laurier, village de	2839	Mont-Laurier, village of	2839
TRAVAIL:		LABOUR:	
Comité conjoint du commerce d'horlogerie et de bijouterie des Cantons de l'Est (Modification de règlements)	2839	Horology and Jewellery Trades Joint Committee of Eastern Townships (Amendment of by-laws)	2839
Comité paritaire de l'industrie de la chaussure de la province de Québec (Prélèvement)	2842	Joint Committee of the Shoe Industry of the Province of Quebec (Levy)	2842

Comité paritaire de l'industrie de l'automobile de Montréal et du district (Approbation de règlements)	2840	Parity Committee of the Automobile Industry of Montreal and District (Approval of by-laws)	2840
Comité paritaire de l'industrie de l'automobile de Montréal et du district (Prélèvement)	2846	Joint Committee of the Automobile Industry of Montreal and District (Levy)	2846
Comité paritaire des barbiers-coiffeurs de St-Jean et d'Iberville (Prélèvement)	2843	Parity Committee of the Barbers and Hairdressers of St-Jean and Iberville (Levy)	2843
Comité paritaire du commerce de détail de Granby (Approbation de règlements)	2840	Comité paritaire du commerce de détail de Granby (Approval of by-laws)	2840
Comité paritaire du commerce de détail de Granby (Prélèvement)	2845	Comité paritaire du commerce de détail de Granby (Levy)	2845
Métiers de barbier et coiffeur dans la cité de St-Jean et la ville d'Iberville (Modification)	2840	Barber and hairdresser trades in the city of St. John and the town of Iberville (Amendment)	2840
Métiers de barbier et coiffeur dans les comtés de Joliette, Montcalm <i>et al</i> (Modification)	2841	Barber and hairdresser trades in the counties of Joliette, Montcalm <i>et al</i> (Amendment)	2841
VOIRIE:		ROADS:	
Saint-Georges, chemin.	2848	Saint-Georges, road	2848
ERRATUM:		ERRATUM:	
Quebec Brewers Association — L'Association des Brasseries de la Province de Québec	2849	Quebec Brewers Association — L'Association des Brasseries de la Province de Québec	2849
EXAMENS DU BARREAU:		BAR EXAMINATIONS:	
Bas St-Laurent: étude du droit	2849	Lower St. Lawrence: study of law	2849
Montréal: étude du droit	2848	Montreal: study of law	2848
Québec: étude du droit	2849	Quebec: study of law	2849
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Adanac Fisheries Limited.	2814	Adanac Fisheries Limited.	2814
All Import & Export Limited	2815	All Import & Export Limited	2815
Asselin Automobiles Limitée — Asselin Automobiles Limited.	2815	Asselin Automobiles Limitée — Asselin Automobiles Limited.	2815
Belmont Packing Co. Inc.	2815	Belmont Packing Co. Inc.	2815
Betty Maxine Millinery Inc.	2816	Betty Maxine Millinery Inc.	2816
Birch Veneer Logs Inc.	2816	Birch Veneer Logs Inc.	2816
Blouin & Lefrançois Inc.	2816	Blouin & Lefrançois Inc.	2816
Bomar Department Stores Limited.	2817	Bomar Department Stores Limited.	2817
Bougie et Frères Limitée	2817	Bougie et Frères Limitée	2817
Brousseau & Marchand Ltée — Brousseau & Marchand Ltd.	2818	Brousseau & Marchand Ltée — Brousseau & Marchand Ltd.	2818
Bruno Chandonnet, Ltée	2818	Bruno Chandonnet, Ltée	2818
Business Realty and Investment Corporation.	2818	Business Realty and Investment Corporation.	2818
Chicoutimi & Roberval Oil Limited.	2819	Chicoutimi & Roberval Oil Limited.	2819
Columbia Dance Frocks, Inc.	2819	Columbia Dance Frocks, Inc.	2819
Compagnie Caron Inc.	2819	Compagnie Caron Inc.	2819
D & S Woodworks Inc.	2820	D & S Woodworks Inc.	2820
Gem Leather Goods Co. Inc.	2820	Gem Leather Goods Co. Inc.	2820
Industrial Paints Limited.	2820	Industrial Paints Limited.	2820
J. & J. Dress Inc.	2821	J. & J. Dress Inc.	2821
La Compagnie de Navigation du Nord.	2821	La Compagnie de Navigation du Nord.	2821
Les Glacières Ste-Rose Ltée.	2822	Les Glacières Ste-Rose Ltée.	2822
Les Immeubles Trans-Canada Ltée — Trans-Canada Realities Ltd.	2822	Les Immeubles Trans-Canada Ltée — Trans-Canada Realities Ltd.	2822
Les Industries de Ciment, Ltée — Cement Industries, Ltd.	2822	Les Industries de Ciment, Ltée — Cement Industries, Ltd.	2822
Longueuil Home Building Co. Ltd.	2823	Longueuil Home Building Co. Ltd.	2823
Mascouche Sand & Construction Limited.	2823	Mascouche Sand & Construction Limited.	2823
Mills Tire Service Limited	2824	Mills Tire Service Limited	2824
Murray Frank (Canada) Ltd.	2824	Murray Frank (Canada) Ltd.	2824
Services d'Autobus Inter-Cité Inc. — Inter-City Bus Lines Inc.	2824	Services d'Autobus Inter-Cité Inc. — Inter-City Bus Lines Inc.	2824
Sunny Brook Farm Ltd.	2825	Sunny Brook Farm Ltd.	2825
Ventilation Specialties Limited.	2825	Ventilation Specialties Limited.	2825

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Consolidated Astoria Mines Limited . . .	2826
Dépôt Dentaire Limitée — (Dental De- pot Limited)	2826
Ecole Technique de Rimouski, Inc.— (Rimouski Technical School Inc.) . . .	2826
Harrogate Textiles Corp.	2827
International Worsted Mills Limited . .	2827
J. Arthur Leblanc & Fils Limitée . . .	2827
La Compagnie de Téléphone de Charle- voix & Saguenay	2827
La Compagnie de Téléphone de Kamou- raska	2827
La Compagnie du Téléphone Saguenay- Québec	2828
Marilene Garment Inc.	2828
Société d'Orientation et de Réhabili- tation Sociale	2828
The Law-Ber-Ted Corporation	2828
W. Théberge Inc.	2829

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Consolidated Astoria Mines Limited . . .	2826
Dépôt Dentaire Limitée — (Dental De- pot Limited)	2826
Ecole Technique de Rimouski, Inc.— (Rimouski Technical School Inc.) . . .	2826
Harrogate Textiles Corp.	2827
International Worsted Mills Limited . .	2827
J. Arthur Leblanc & Fils Limitée . . .	2827
La Compagnie de Téléphone de Charle- voix & Saguenay	2827
La Compagnie de Téléphone de Kamou- raska	2827
La Compagnie du Téléphone Saguenay- Québec	2828
Marilene Garment Inc.	2828
Société d'Orientation et de Réhabili- tation Sociale	2828
The Law-Ber-Ted Corporation	2828
W. Théberge Inc.	2829

PROCLAMATIONS:

Concernant l'annexion d'un certain ter- ritoire à la municipalité de St-Elie-de- Caxton	2849
Concernant l'annexion d'un certain ter- ritoire au canton Trécesson	2851
Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires	2851

PROCLAMATIONS:

Concerning annexation of a certain ter- ritory to the municipality of St-Elie de Caxton	2849
Concerning annexation of a certain ter- ritory to the township of Trécesson . .	2851
Convocation of the Legislature for the dispatch of business	2851

SIÈGES SOCIAUX:

Forest Homes Limited	2853
Lake Dufault Mines Limited	2852

HEAD OFFICES:

Forest Homes Limited	2853
Lake Dufault Mines Limited	2852

SOUMISSIONS:

Drummondville, cité de	2857
Montréal-Sud, ville de	2855
St-Etienne, commissaires d'écoles de . .	2854
St-Hyacinthe, cité de	2853
Windsor, ville de	2856

TENDERS:

Drummondville, city of	2857
Montreal-South, town of	2855
St-Etienne, School Commissioners of . .	2854
St-Hyacinthe, city of	2853
Windsor, town of	2856

VENTES POUR TAXES:

Saint-Laurent, ville de	2858
St-Tite, ville de	2858

SALES FOR TAXES:

St. Laurent, town of	2858
St-Tite, town of	2858

VENTES PAR SHÉRIFS:

RICHELIEU:

Grignon vs Jodoin	2859
-----------------------------	------

SHERIFFS' SALES:

RICHELIEU:

Grignon vs Jodoin	2859
-----------------------------	------

ROBERVAL:

Bergeron vs Dufour, jr	2859
Brassard vs Tremblay	2860

ROBERVAL:

Bergeron vs Dufour, jr.	2859
Brassard vs Tremblay	2860

23446-o

23446-o

